

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Département Economie

MAITRISE : Option Développement

MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE MAITRISE-ES SCIENCES
ECONOMIQUES

**Le rôle de la politique industrielle dans le
processus de développement : cas de
Madagascar**

Impétrante : M^{lle} RALEFOMANANA Narindra

Encadré par : M^r LAZAMANANA Pierre

Membre du jury : Mr RANDRIANALIJAONA Tiana Mahefasoa

Soutenu le : 08 octobre 2010
Année : 2010

REMERCIEMENTS

En premier lieu je remercie Dieu car sans lui je ne me suis parvenu à terminer ce livre. Aussi, je tiens à remercier les chefs d'entreprise et les responsables dans les ministères de la confiance qu'ils m'ont accordée, en acceptant de distraire quelques moments de leur temps précieux pour remplir le questionnaire, surtout en cette période difficile de relance économique. Ces remerciements s'adressent à toutes les personnes ayant donné leurs remarques pour l'amélioration de ce document en particulier à l'encadreur M. LAZAMANANA PIERRE. Enfin, je refais ma gratitude à la Ministère de commerce et de l'Industrie, et à l'égard de l'INSTAT et de ses techniciens.

LISTE DES ABREVIATIONS

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

IDE : Investissement Direct Etranger

OCDE: Organisation de la Coopération pour le Développement Economique

PME: Petite et Moyenne Entreprise

INSTAT : Institut National de la Statistique

PMI: Petite et Moyenne Industrie

FMI : Fond Monétaire International

FBCF : Formation Brut de Capital Fixe

R&D : Recherche et Développement

S&T : Science et Technique

ONUUDI : organisation des Nations Unis pour le Développement Economique

CERDIC : Centre Régional de Développement Industriel et Commercial

MNEQ : Métrologie, Normalisation, Essai et Contrôle de Qualité

GUIDE: Guichet Unique des Investissements et Développement des Entreprises

CAPE: Comité d'appui au Pilotage de la Relance de l'Entreprise

EDBM: Economic Development Board of Madagascar

OMH: Office Mondial des Hydrocarbures

PIC : Pole Intégré de Croissance

ZFI : Zones Franches Industrielles

CVM : Chaîne de Valeur Mondiale

ITE : Industrialisation Tournée vers l'Exportation

ISI : Industrialisation par substitution aux Importations

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux d'investissements et d'accumulation des sociétés industrielles de Madagascar de 1994 à 1997	34
Tableau 2 : Taux d'investissement selon le type d'entreprise	34
Tableau 3 : Taux d'épargne intérieur brut entre 1970 et 1984.....	35
Tableau 4 : Statistiques monétaires de Madagascar par rapport aux autres pays plus avancés en 2005.	36
Tableau 5 : Indice de production industrielle de 1993 à 2007(en valeur)	39
Tableau 6 : Taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur industriel.....	39
Tableau 7 : indice de la production du secteur minier(en valeur).....	40
Tableau 8 : Indice de la production du secteur énergie (en valeur)	41
Tableau 9 : Répartition des emplois industrielles et leurs rémunérations	43
Tableau 10 : L'exportation et l'importation industrielle (en milliards d'Ariary)	45
Tableau 11 : Solde commerciale réalisée par les entreprises industrielles (hors zones franches et en milliards d'Ariary)	46
Tableau 12 : poids des secteurs dans le PIB depuis 1997	50
Tableau 13 : taux de croissance du PIB de 2002 à 2007	51
Tableau 14 : Evolution du PIB par tête de 2002 à 2007	51

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : évolution du taux d'investissement à Madagascar	33
Graphique 2 taux de croissance de la production du secteur industriel de 1971 à 1985	38

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PARTIE I : Approches théoriques de l'industrialisation et accès à la politique industrielle de Madagascar. 3	
Chapitre I : Les théories sur l'industrialisation	4
Section I : Les théories à l'origine de l'industrialisation	4
I.1 La théorie de modernisation de ROSTOW	4
I.2 La théorie de surplus de LEWIS	6
Section II : Les stratégies d'industrialisation	7
II.1 La stratégie de croissance équilibrée	7
II.2 La stratégie de croissance déséquilibrée	8
II.3 L'Industrialisation par Substitution aux Importations (ISI)	9
II.4 L'Industrialisation tournée vers l'exportation (ITE).....	11
Chapitre II : Historique de l'industrialisation et de la politique industrielle à Madagascar : 1960 à 1991	13
Section I : Une économie préindustrielle et autocentrée	13
I.1 Une économie préindustrielle.....	13
I.2 Transition et changement sectoriel : une économie autocentrée	14
Section II : La politique d'investissement à outrance, et l'ajustement structurel: 1975- 1991.....	15
II.1 La politique d'investissement à outrance	15
II.2 L'ajustement structurel.....	16
Section III : L'industrialisation tournée vers l'exportation	17
Chapitre III : Les grandes lignes de la politique industrielle de nos jours.	20
Section I : Les initiatives de la politique industrielle de nos jours	20
I.1 Politique de promotion des affaires et des investissements industriels	20
I.2 Croissance équitale entre les industries de grande, de moyenne et de petite taille	21
I.3 La politique industrielle conduisant à l'intégration de Madagascar à l'économie mondiale	22

I.4 Choix des filières industrielles à privilégier	24
Section II : Les moyens opérationnelles	25
II. 1 Le Conseil pour le Développement Economique de Madagascar (EDBM)	25
II.2 L'Organisation des Nations Unis pour le Développement Industriel (ONUDI) et les Centres Régionaux de Développement Industriel et Commercial (CERDIC)	27
II.3 Les universités	29
PARTIE II : Impacts de la politique industrielle de Madagascar sur le secteur industriel et sur l'ensemble de l'économie	31
Chapitre I : Les effets de la politique sur le secteur industriel	32
Section I : L'investissement du secteur industriel.....	32
Section II : Le financement des investissements industriels	35
Section III: La production et la valeur ajoutée du secteur industriel	37
Section IV: Les emplois industriels et leurs rémunérations.	41
Section V : le commerce extérieur et les industries malgaches	45
Section VI : La situation des entreprises franches	47
Chapitre II : Les répercussions de la politique sur l'ensemble de l'économie.....	49
Section I : Effets de l'évolution du poids du secteur secondaire (industriel) dans le PIB	49
Section II : Conséquences sur la croissance du PIB national	50
Section III : Incidence sur le PIB par tête	51
Chapitre III : Les limites de la politique industrielle à Madagascar et les recommandations	53
Section I : La politique de privatisation	53
Section II : Le niveau de la rémunération des emplois industriels	54
Section III : La mise en œuvre de la politique industrielle actuellement	54
Section IV : La participation des entreprises industrielles dans la chaîne de valeur mondiale	55
Section IV : Recommandation en faveur de la théorie de LEWIS	56
CONCLUSION	57

INTRODUCTION

Dès le début des années 1950, les économistes s'interrogent sur les fondements de la prospérité et sur les causes du retard des pays non industrialisés. La réflexion sur les bases de la croissance et du développement a conduit à un constat d'écart durable de niveau de vie entre les pays occidentaux et le reste du monde. La décolonisation a accéléré cette prise de conscience. Ainsi, c'est avec la grande vague des mouvements d'indépendance que le sous-développement a commencé à être pris en considération.

L'accent est alors mis sur la nécessité de l'accumulation du capital (mise en place d'infrastructure, achats de machines) et de l'industrialisation comme voie à suivre pour atteindre le développement. De plus la mise en place d'une industrie nationale correspondait à l'image que les élites du tiers monde se faisaient de la modernisation. Dans de nombreux pays l'agriculture est négligée dans la mesure où elle symbolise les traditions et les préjugés susceptibles de contrarier la marche vers le développement. Transformer Madagascar d'une économie de subsistance en une économie industrielle dynamique fortement intégrée à l'économie mondiale reste un objectif de choix dans la poursuite du développement économique et social du pays.

Le développement du secteur industriel dépend en grande partie des efforts menés par les entreprises qui le composent. En absence de la politique industrielle conduite par l'Etat, le secteur industriel évoluera sous la guide du marché. Pourtant, le marché peut se heurter à des divers obstacles. La dépendance vis-à-vis de l'extérieur peut créer des difficultés financières aux entreprises. Les licenciements des travailleurs ou la faillite des entrepreneurs peuvent créer des difficultés sociales au niveau du pays. Ainsi, le développement du secteur industriel a besoin d'une élaboration d'une politique industrielle vraiment efficace. D'ailleurs les chefs d'entreprises le disent très bien que ce qu'ils attendent de l'Etat, c'est qu'il fixe un cadre général pour la promotion de l'industrie et ce cadre doit viser un but infiniment plus large.

Au cours du temps, la politique et les actions du gouvernement malgache en faveur du secteur industriel ont énormément évoluées. La première République est marquée par une

intervention indirecte de l'Etat dans le développement des industries d'import-substitution. Après une période de transition qui s'est caractérisée par une politique introvertie par la nationalisation et la promotion du traitement des produits domestiques, la mainmise de l'état dans l'orientation de la politique en matière d'investissement et du secteur de production par une politique dite d'investissement à outrance a été abordée pendant la première moitié du régime Ratsiraka. A la fin des années 80, une politique de libéralisation des marchés a été entreprise, l'Etat s'est tourné progressivement vers un système d'économie libérale.

Mais les questions qui se posent sont les suivantes :

-de quelles manières la politique industrielle de Madagascar peut – elle renforcer son développement économique ?

-quelles en sont les limites au niveau du secteur industriel et sur l'ensemble de l'économie ?

Pour répondre à ces questions notre devoir sera divisé en deux parties. La première partie traitera trois chapitres en partant en premier de la base théorique sur l'industrialisation, ensuite l'historique passé de la politique industrielle à Madagascar et enfin les grandes lignes de la politique industrielle à Madagascar de nos jours. La deuxième partie va se consacrer à l'analyse et se divise également en trois chapitres. D'abord, on va analyser en premier lieu l'effet de la politique industrielle à Madagascar sur le secteur industriel. Ensuite, on va transporter cette analyse sectorielle au niveau de l'ensemble de l'économie pour en dégager dans le dernier chapitre les limites et les recommandations sur la dite politique.

PARTIE I : Approches théoriques de l'industrialisation et accès à la politique industrielle de Madagascar.

En premier lieu, il est utile d'aborder les apports des différents auteurs sur l'industrialisation. En effet, les chaînes d'idées dans la politique industrielle faisaient en principe référence à ces apports. A Madagascar, comme dans d'autres pays, cette politique évolue au cours du temps et peuvent ainsi changer d'un temps à un autre. C'est ainsi qu'on va d'abord parler de l'historique passé de la politique industrielle à Madagascar avant d'accéder dans ses nouvelles grandes lignes. Traitons-les successivement en commençant par les théories sur l'industrialisation.

Chapitre I : Les théories sur l'industrialisation

Dans un premier temps, les contributions des différents auteurs sur l'industrialisation s'orientent sur l'apparition de l'industrialisation dans le processus de développement. On parle alors de l'origine de l'industrialisation. Puisque ces théories ont montrés l'importance de l'industrialisation dans le processus de développement, d'autres auteurs avancent tout de suite des stratégies d'industrialisation. Ainsi, ces stratégies feront l'objet de la deuxième section.

Section I : Les théories à l'origine de l'industrialisation

Deux auteurs ont exposés l'importance de l'industrialisation dans le processus de développement : ROSTOW et LEWIS. Ainsi, leurs théories se trouvent à l'origine de l'industrialisation.

I.1 La théorie de modernisation de ROSTOW

Pour ROSTOW, l'industrialisation prend naissance après la modernisation de la société traditionnelle. En effet, dans son ouvrage « les étapes de la croissance économique », il considère que toute nation passe nécessairement par cinq phases : de tradition, de transition, de décollage, de maturité et de consommation de masse. L'industrialisation d'un pays prend sa naissance dans la phase de transition et se poursuit dans les trois phases suivantes.

Au début, on est d'abord en présence de sociétés traditionnelles. C'est le stade d'un pays resté étranger à tous les progrès de la science. Dans cette société encore agricole, la structure

sociale est déterminée par la propriété foncière seule source de richesse. Au cours de la seconde étape, les sociétés se trouvent en voie de transition. Une mutation des structures fondamentales s'effectue grâce à la profonde évolution du secteur agricole. Il est, en effet, nécessaire que la productivité de l'agriculture augmente afin de libérer une partie de la population qui pourra alors se consacrer à l'industrialisation. Dans le même temps, une infrastructure doit être mise en place, en général, aux investissements publics. Ces mutations économiques s'accompagnent de l'apparition de structures nouvelles qui se manifestent dans l'ordre politique, sociologique et psychologique. La troisième phase est la phase au cours de laquelle la nouvelle société renverse les obstacles qui s'opposaient à sa croissance. Des événements politiques, des découvertes techniques, une révolution commerciale peuvent constituer l'élément essentiel autorisant le décollage de la croissance économique. Le démarrage permet selon ROSTOW, d'atteindre un régime de croissance autonome et auto entretenu à travers la création des industries motrices. Elles peuvent être qualifiées de motrices dans la mesure où elles rapportent des bénéfices qui sont réinvesties dans de nouvelles installations, ont toujours besoin d'une main d'œuvre plus nombreuse, encouragent le développement de services qui leurs sont nécessaires et accroissent la demande d'autres biens manufacturés. De ce processus d'expansion des industries motrices, il s'ensuit que l'économie tire parti de ressources naturelles et de méthodes de production négligées jusque-là. Enfin ces nouvelles techniques se diffusent dans l'agriculture. Ainsi selon ROSTOW, dans un espace d'une ou deux décennies, « la structure fondamentale de l'économie, la structure sociale et politique de la société se transforment de telle façon que le taux de croissance de l'économie pourra par suite rester constant ». La phase de maturité correspond à la période au cours de laquelle se généralisent à l'ensemble de l'économie les techniques qui étaient apparues au sein des industries motrices. Dans les pays européens et aux Etats-Unis, c'est le chemin de fer qui avait joué ce rôle initial, l'essor des chemins de fer provoquait celui de sidérurgie, induisant à son tour le développement général de l'économie par diffusion des technologies avancées. Enfin pendant l'ère de la consommation de masse, l'économie considérée atteint un potentiel industriel important grâce auquel la production de biens de consommation durables et de services se trouve largement diffusée. Rostow a eu une influence importante sur les flux d'aide américaine. En effet, son modèle présente la phase de décollage comme étant relativement courte. Ainsi, les pouvoirs publics américains ont essayé d'aider massivement les PED par des transferts de capitaux

maintenus sur une ou deux décennies pour promouvoir l'industrialisation.

ROSTOW postule que la modernisation de la société traditionnelle est la clé pour pouvoir accéder à l'industrialisation. LEWIS partage cet avis mais il l'a montré d'une autre manière. ROSTOW avance que cette modernisation est une des étapes de la croissance économique. LEWIS par contre montre que celle-ci provient de la concurrence entre la société traditionnelle et la société moderne. C'est ce que montre la sous-section suivante.

1.2 La théorie de surplus de LEWIS

Cette théorie postule que le sous-développement résulte d'un dualisme entre la société moderne c'est-à-dire industrialisée et la société traditionnelle (à base d'agriculture). Cette théorie montre comment la société traditionnelle tend à devenir industrielle. Ce qui va expliquer la disparition du dualisme et l'industrialisation du secteur traditionnel. Dans le secteur traditionnel, il y a un surplus illimité de main d'œuvre. Ce sont des travailleurs à productivité marginale nulle, il faut transférer ces surplus dans la société moderne industrielle.

Les mains d'œuvres du secteur agricole ne sont pas disponibles pour les emplois industriels à un salaire égal à leur productivité car ils ne reçoivent déjà que des revenus de subsistance des exploitations paysannes. Le développement économique commence quand les entrepreneurs augmentent leur investissement dans l'industrie et offrent un salaire industriel $w(i)$ qui est suffisamment élevé pour transférer les surplus de main d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie. D'où le rôle essentiel de l'épargne industrielle dans le développement économique. Quand le surplus n'existe plus tout transfert additionnel de main d'œuvre aurait pour effet de réduire non seulement la production locale mais également les productivités moyennes car ce sont les travailleurs à productivité positive qui quittent le secteur. Donc, des pénuries de main d'œuvre persistent dans le secteur agricole, ce qui augmente le salaire agricole. Le renforcement du développement industriel accentue la pénurie de main d'œuvre jusqu'à un point où le salaire agricole serait égal au salaire industriel : $w(i)=w(a)$. On l'appelle « point de commercialisation ». Au-delà de ce point, le secteur agricole doit concurrencer le secteur industriel pour attirer les mains d'œuvre. Le secteur agricole est donc obligé d'accroître son investissement et d'utiliser des techniques modernes en vue d'augmenter la productivité c'est à dire qu'il doit se

moderniser. Enfin le secteur traditionnel ne devra plus exister ainsi que le dualisme.

Les théories qui sont à l'origine de l'industrialisation montrent que l'industrialisation est un signe de modernisation. C'est ainsi que d'autres auteurs avancent tout de suite des stratégies de développement à base d'industrialisation.

Section II : Les stratégies d'industrialisation

Les stratégies de développement à base d'industrialisation sont la stratégie de croissance équilibrée, la stratégie de croissance déséquilibrée, l'industrialisation par substitution aux importations (ISI) et l'industrialisation tournée vers l'exportation (ITE).

II.1 La stratégie de croissance équilibrée

La stratégie de croissance équilibrée repose sur la thèse de NURKSE et ROSENSTEIN-RODAN selon laquelle le développement doit se faire de façon équilibrée c'est-à-dire en lançant la quasi-totalité des activités industrielles et agricoles modernes simultanément. Cette stratégie est aussi appelée thèse de la « croissance proportionnée ». Elle montre que toute croissance repose sur un effort minimum d'investissement de départ mais à la condition de respecter en permanence l'interdépendance entre l'offre et la demande aussi bien au niveau global qu'au niveau de chaque secteur ce qui à terme permet un équilibre de croissance autoentretenu. Les fonds nécessaires à l'investissement surtout au niveau des infrastructures économiques se heurtent à des problèmes de financement. Parfois ce financement ne peut être trouvé que dans l'aide extérieure voire l'endettement.

Dans le modèle de croissance équilibrée, la déficience de la demande globale ainsi que les imperfections du marché caractérisées par l'existence des externalités (défaut de coordination des investissements) rendent légitime l'intervention de l'Etat. Mais il faut remarquer que l'Etat doit cesser d'intervenir lorsque les imperfections sont corrigées et lorsque le marché est suffisamment développé pour internaliser les diverses externalités.

Au regard des principes de l'école libérale, cette approche connaît des limites. D'abord, elle néglige le principe de spécialisation du fait de la relance de l'investissement dans l'ensemble des secteurs. En effet, dans cette stratégie, l'interaction entre les secteurs est plus importante qu'une spécialisation dans un seul secteur.. Ensuite, elle renforce le dualisme des économies sous-développés dans la mesure où l'agriculture traditionnelle n'est pas dans certains cas directement concernée par le projet d'investissement.

Pour compenser ces limites, une autre stratégie est née. C'est celle de la croissance déséquilibrée.

II.2 La stratégie de croissance déséquilibrée

Dans cette stratégie l'accentuation du déséquilibre industriel est considérée comme force puissante de développement. En effet, les stratégies de croissance déséquilibrées visent à favoriser les investissements qui engendrent les plus d'effets d'entraînements c'est-à-dire qu'il faut privilégier un ou quelques secteurs mais pas tous les secteurs à la fois (C'est l'existence de l'externalité d'abord qui va entraîner les effets d'entraînement). Cette stratégie se base sur la théorie des effets d'entraînement de HIRSCHMAN.

Il existe deux types d'effets d'entraînements : l'effet d'entraînement en aval et l'effet d'entraînement en amont qui peuvent s'expliquer comme suit : la création volontariste d'une industrie A diminuera les couts de production pour une industrie B utilisant les produits de A comme consommations intermédiaire (effet d'entraînement en aval). Inversement, l'industrie A constituera un débouché pour une industrie C approvisionnant A en consommations intermédiaires (effets d'entraînement en amont).dans les deux cas l'investissement sera considérablement facilité par la présence de l'industrie A. Ainsi, les gouvernements sont incités à pratiquer une politique d'investissement sélective en faveur des secteurs industriels jugés les plus stratégiques en termes de retombées économique.

Pour concrétiser ce principe d'effets d'entraînement, LEONTIEF avance la matrice interindustrielle. Cette matrice recense toutes les consommations intermédiaires que les branches industrielles se fournissent entre elles. La technique de choix d'investissement consiste alors à privilégier les branches qui sont affectées des coefficients les plus élevés, tant en ligne qu'en

colonne. Cela veut dire que ces branches fournissent la plus grande partie des consommations intermédiaires des industries et si l'investissement s'oriente vers ces branches, ces dernières vont entraîner des effets d'entraînement sur les autres branches.

Cette thèse est renforcée par Perroux et sa théorie stipule que les industries industrialisantes sont celles qui dans leur environnement local modifient structurellement la matrice interindustrielle, transforment les fonctions de production et augmentent la productivité de l'ensemble de l'économie. La priorité donnée à ces industries repose sur une forte intervention de l'État via la planification et la nationalisation des entreprises. La création de pôles de développement qu'ils soient régionaux (concentration géographique d'activités) ou sectoriels (investissement massif sur une industrie), concrétisera cette doctrine du développement déséquilibré.

La stratégie de croissance équilibrée et celle de croissance déséquilibrée s'est basées sur l'orientation de l'investissement. En revanche, les deux stratégies suivantes se basent sur l'orientation du marché. La première est en faveur du marché intérieur et la deuxième en préférence du marché extérieur.

II.3 L'Industrialisation par Substitution aux Importations (ISI)

Cette stratégie consiste à remplacer les biens précédemment importés par des biens produits localement. La substitution d'importations implique des restrictions aux importations des biens que le pays essaie de fabriquer. Les interdictions d'importer et surtout les taxes douanières sont censées permettre la montée en puissance des industries nationales. C'est la thèse de LIST sur la nécessaire protection de l'industrie dans l'enfance. En effet, selon cette thèse, les nouvelles industries locales devraient être protégées de la concurrence des importations jusqu'à ce qu'elles soient aptes à défendre toute seule. La protection est prise en charge par l'État. Tous les pays en cours d'industrialisation se sont efforcés au départ de substituer des productions locales aux importations de biens de consommation. Très rapidement un choix s'impose entre deux options, soit poursuivre la substitution dans les industries de biens intermédiaires et de biens d'équipement, soit se lancer dans la promotion des exportations.

Cette stratégie présente plusieurs avantages du fait de la réduction des importations et de la diversification des produits locaux. Sa mise en œuvre entraîne une économie de devise résultant de l'amélioration de la balance commerciale car l'importation diminue. Ensuite, par la diversification des produits locaux, on peut envisager une possibilité de diversification des exportations à termes qui favorisera le décollage économique et contribue à une croissance économique auto entretenue.

Cette stratégie pourtant se heurte à des différents problèmes. La protection favorise la « chasse au rente » si elle n'est pas perçue au niveau des industries comme aide pour faire face à la concurrence. Dans ce cas, il n'y aura pas de rationalisation de la production et donc pas d'amélioration de la productivité. Si un pays essaie de produire les biens précédemment importés, il a encore besoin des biens d'équipements qui sont généralement importés surtout dans les pays sous-développés. Ainsi, la dépendance externe peut persister et le déficit commercial peut être renforcé d'avantage. Il faut noter qu'on exige des industries une capacité minimale de production pour être rentable. Il se trouve ainsi que la capacité d'absorption locale est inférieure à cette capacité minimale. Le problème d'étroitesse du marché persiste. Le dernier problème pour la mise en œuvre de cette stratégie c'est la diminution du rythme de création d'emploi et la destruction des emplois artisanaux. En effet, avec l'approfondissement de l'ISI, c'est-à-dire de l'industrie de biens de consommation, passant par l'industrie de biens intermédiaires jusqu'à en arriver à l'industrie de biens d'équipement, on assiste à une augmentation du capital que du travail (par exemple l'implantation de nouvelles machines).

Bref, l'industrialisation par substitution aux importations qui consiste à produire les biens précédemment importés, nécessite la protection des industries naissantes par l'Etat. C'est une stratégie d'orientation interne c'est-à-dire orientée vers le marché intérieur. D'où le problème de l'étroitesse du marché local et la dépendance vis-à-vis de l'extérieure malgré ses avantages dans l'immédiat. Pour y remédier, surtout l'étroitesse du marché local, une autre stratégie peut être mise en place : l'industrialisation tournée vers l'exportation.

II.4 L'Industrialisation tournée vers l'exportation (ITE)

L'ITE consiste à promouvoir les industries capables de produire toutes les exportations afin de réduire les dépendances externes et d'éviter tous les maux de l'ISI. Déjà au début du XVIII^{ème} siècle, MONTESQUIEU réfutait les thèses des physiocrates selon les quels li serait avantageux de privilégier l'agriculture en acceptant d'acheter des objets manufacturés à l'étranger. Pour lui, exporter des produits agricoles ou miniers afin d'importer des produits industriels conduit à la catastrophe.

Dans l'ITE, les politiques utilisées sont différentes de celles de l'ISI. Premièrement, il faut une libéralisation du commerce. Les importations devraient être au prix mondial c'est-à-dire que ces prix ne devront pas être sous l'influence des protections (droit de douane, quotas d'importation). En effet, quand le prix des matières premières diminue dans l'état initial du marché c'est-à-dire sans intervention venant de l'extérieur, le cout de production baisse et ainsi la compétitivité des industries exportatrices sera élevée. Deuxièmement, il faut un système d'incitation pour promouvoir les activités exportatrices. A Madagascar, cette politique est utilisée pour inciter les entreprises franches à investir dans le pays car ses entreprises exercent en grande partie des activités exportatrices. Il s'agit de les accorder soit des avantages fiscaux ou des subventions, soit un taux d'intérêt préférentiel ou taux de change favorable ou encore de la garantie bancaire.

Comme dans l'ISI, cette stratégie présente plusieurs avantages à savoir l'inexistence du problème de débouché, la rentrée des devises car il y a amélioration de la balance commerciale et la rationalisation de la production qui est renforcée par le faite d'être exposé à la concurrence. Cependant, la stratégie de l'orientation extérieure doit faire face à deux obstacles majeurs liés à l'environnement international. Il s'agit du ralentissement de la croissance et la puissance de la concurrence au niveau mondial. En effet, si la croissance mondiale devra se ralentir suite à des crises économiques mondiales (crise alimentaire mondiale, crise financière), les exportations sont les premières à être touchées car celles-ci dépend de la demande venant de l'extérieur. Au niveau de l'ITE, le marché est large mais si les industries ne sont pas compétitif (le niveau de

qualité, une économie d'échelle croissant c'est-à-dire l'augmentation de la production est accompagnée d'une diminution de couts d'où l'aptitude à produire en grande quantité et à moindre cout) les concurrents peuvent emporter la part du marché puisqu'ils sont très puissants au niveau mondial. Il faut noter que l'adoption d'une stratégie d'orientation extérieure ne suppose pas une main invisible c'est-à-dire la confiance au marché. Les expériences des nouveaux pays industrialisés ont bien montré que l'intervention de l'Etat est très déterminante.

Bref les théories vues dans ce chapitre ont montré l'importance de l'industrialisation dans le processus de développement. Si on observe les différentes stratégies, on voit que l'essor du secteur industriel dans un pays a besoin d'un cadre général établi par l'Etat. Ce cadre devra contenir des objectifs plus larges. Il s'agit là d'une politique industrielle. Dans le cas de Madagascar, il faut d'abord voir l'historique passée de sa politique industrielle pour mieux appréhender les grandes lignes des politiques de nos jours.

Chapitre II: Historique de l'industrialisation et de la politique industrielle à Madagascar : 1960 à 1991

Il faut d'abord noter à l'avance que la politique industrielle regroupe l'ensemble des mesures qui visent à favoriser le développement du secteur industriel en général, qui peut être soit conjoncturelle (de court terme) soit structurelle (de long terme). Depuis son indépendance, le niveau d'industrialisation de Madagascar a évolué dans le temps suite à la mise en œuvre des différentes politiques industrielles. D'abord, l'économie du pays était encore une économie préindustrielle et la politique industrielle mise en œuvre est celle de l'industrialisation par substitution aux importations. Ensuite, elle est devenue une économie autocentrée c'est-à-dire que la vie économique est sous le guide de l'Etat y compris les activités du secteur industriel. Par la voie du socialisme, le gouvernement a mis en œuvre la politique de l'investissement à outrance. Suite à l'échec de cette politique, le gouvernement fait courir à la politique de l'ajustement structurel. Ainsi, jusqu'à maintenant, le secteur industriel est libéralisé et tourné vers le marché extérieur.

Section I : Une économie préindustrielle et autocentrée

Ici, on va voir les différentes politiques industrielles mises en œuvre par l'Etat durant la première République à commencer par celles dans lesquelles l'économie était à régime préindustrielle puis à continuer par celles dans lesquelles l'économie était autocentrée.

I.1 Une économie préindustrielle

En 1960, le secteur industriel est peu important, en volume où la plupart des produits manufacturés sont importés de la France. L'économie malgache est exclusivement rurale et agricole, plus que la moitié de la population vit à la campagne. Les entreprises industrielles - essentiellement agro-alimentaires - sont fortement tributaires de la production agricole.

En 1962, le gouvernement Tsiranana produit un document détaillant certaines options de plan de développement. Le premier plan en 5 ans couvre la période 1964 -68. La stratégie relative au développement industriel relève des concessions fiscales, fixés par le code des investissements

garantissant certains types de protection contre les importations et des avantages pour l'importation des biens intermédiaires. Le plan vise comme objectif l'accroissement de la part des investissements dans le PIB (de 14% à 21% de 1960- 73), et adopte une orientation vers une économie d'import - substitution. La structure fiscale de l'époque devrait favoriser les activités à forte intensité de capital. Or ceci apparaît inconsistant avec le plan qui vise à développer les industries à forte intensité de travail.

Certains investisseurs ont éprouvé quand même des difficultés car quelques-unes de ces concessions sont encore à négocier selon « l'importance nationale » du projet. En même temps, le gouvernement a créé des nouvelles sources de financement pour le secteur manufacturier. Ainsi, en 1962, la Société Nationale d'Investissement qui a rôle d'intermédiaire financier fut créée.

Le gouvernement par le biais de sa planification moyen et long terme a prêté une attention particulière au cadre de la politique à suivre et aux problèmes posés (distribution de revenu, ratios d'investissements, danger d'une urbanisation trop rapide...). A la fin du plan 1964 -68, le gouvernement Tsiranana produisit « le programme des grandes opérations », qui attirait sur un petit nombre de projets à priorité d'investissement, ceci suivi par un plan triennal de 1972- 74. Ce plan n'a pas d'influence dans l'économie. Le dynamisme de l'économie est resté à celui d'une économie à régime pré -industriel fondé sur les cultures exotiques même si un processus d'industrialisation par substitution a été enclenché.

I.2 Transition et changement sectoriel : une économie autocentrée

Le successeur de Tsiranana, le général Ramanantsoa au pouvoir entre 1972- 75 a initié des politiques économiques, qui ont mis le pays sur la voie du socialisme. L'Etat s'oriente vers une stratégie d'accumulation interne. La politique générale se base sur trois structures: le capitalisme d'Etat, les structures communautaires socialisantes et un capitalisme privé et national. Par sa stratégie d'intervention, l'Etat prend en charge les secteurs définis comme « stratégiques » de l'économie en nationalisant les entreprises, en prenant des participations majoritaires sur le capital: Assurances, Commerce extérieur, Transports, Energie et Mines.

Sur le plan industriel, la traduction de cette politique est le code d'investissement de 1973. Il s'agit de promouvoir le traitement des produits domestiques primaires, et encourage les

industries de substitution aux importations. Le transfert des bénéfices et des dividendes est interdit et la stimulation des entreprises implantées passe par le contrôle des entreprises étrangères par des capitaux nationaux. Parallèlement, la sortie de la zone franc en 1973 a ajouté l'incertitude à l'investissement, d'où une baisse considérable des investissements étrangers.

Bref, pendant la première république et la période de transition, la politique mise en œuvre est celle de l'industrialisation par substitution aux importations et l'économie était durant ces deux périodes entre les mains de l'Etat. Malgré, il s'avère que le dynamisme de l'économie est resté à celui d'une économie à régime pré-industriel. La mainmise de l'Etat dans toutes les branches d'activités du secteur industriel se poursuit durant la deuxième République par l'intermédiaire de la politique d'investissement à outrance. Face à l'échec de cette politique, Madagascar fait courir à la politique d'ajustement structurel sous les auspices

Section II: La politique d'investissement à outrance, et l'ajustement structurel: 1975- 1991

La politique d'investissement à outrance est incluse dans deux documents produits par le gouvernement Ratsiraka en 1977. C'est en 1980 que Madagascar a recours à la politique d'ajustement « classique » et celle-ci marque le début de la libéralisation du secteur industrielle à Madagascar.

II.1 La politique d'investissement à outrance

Avec l'avènement de la deuxième République, les priorités du Gouvernement se sont tournées vers le futur par sa politique d'investissements et le bien-être collectif par la mainmise de l'Etat dans toutes les branches d'activités. Les grands principes de développement industriel sont décrits par la Charte de la Révolution Socialiste Malagasy. Il s'agit de parvenir à nourrir et vêtir la population. Le secteur industriel par sa branche alimentaire et sa branche textile peut contribuer à la réalisation de cet objectif. Ainsi, la politique d'investissement va toucher essentiellement ce secteur. D'où, l'objectif de cette politique de développer rapidement l'industrie. La charte donne aussi les efforts à faire en vue d'insuffler une nouvelle impulsion aux

activités industrielles. Il s'agit des activités de transformation de matière premières et autres intrants locaux (provenant soit du secteur agricole soit du secteur des ressources naturelles) ou importés; des activités productrices de biens de consommation finale et des activités tendant vers la production de biens intermédiaires.

En 1977, après deux ans d'activité, le gouvernement Ratsiraka produit deux documents: un plan triennal et un manifeste sur les options fondamentales du développement économique de Madagascar jusque dans les années 2000. Le gouvernement énonce dans ces documents les mesures à prendre et les effets recherchés de la politique économique. En matière de production, le manifeste prévoit le développement d'une base industrielle lourde indépendante à travers l'investissement à outrance dans le secteur secondaire. Les effets recherchés de cette politique industrielle seraient la résorption du chômage, l'augmentation du niveau de vie par habitant, le plein emploi et le développement harmonieux du secteur industriel. On verra au niveau de l'analyse la réalisation de ces effets recherchés.

La politique d'investissement à outrance lancée en 1978 a aggravé la situation économique du pays. Cette stratégie principalement financée par emprunt extérieur a explosé la dette extérieure et marque le début d'une désarticulation de l'économie malgache. Madagascar fait courir à la politique d'ajustement structurelle.

II.2 L'ajustement structurel

En 1980, Madagascar fait courir à la politique d'ajustement « classique » sous les auspices du FMI. Le premier accord date de juin 1980. Sous la pression des bailleurs de fonds étrangers, le pays a changé de cap de manière théorique; à partir de 1980. Le gouvernement annonce un nombre important de mesures de libéralisation courant de cette année. Dans la pratique c'est vers 1983 qu'il a été mise en œuvre une politique de libéralisation et de déflation dont les effets ont été compensés par un poids accru de l'aide extérieure au niveau sectoriel (CASI: Crédit d'Ajustement du Secteur Industriel dans le cas de l'industrie). En d'autres termes, les aides extérieures au niveau du secteur industriel sont soumises à certaines conditions fixées à l'avance par le FMI. En Décembre 1983, la signature d'un 4ème accord Stand - By avec le FMI,

ordonne l'arrêt des nouveaux investissements (du fait de l'explosion de la dette extérieure qui provient du financement par emprunt extérieur) et la libéralisation progressive des prix industriels. En avril 1985 - 1986, le 5ème accord poursuit les mesures précédentes qui semblent avoir été respectés et le 6ème accord comprend la libéralisation du commerce extérieur signé en retard (juillet 1986).

Après que le gouvernement s'est rendu compte de l'erreur commise lors de l'investissement à outrance du fait de la forte dépendance de ces grands projets vis-à-vis de l'extérieur et la faiblesse de la demande interne qui ne permet pas d'absorber l'offre supplémentaire, la stratégie industrielle est devenue une industrialisation tournée vers l'exportation qui devrait s'accompagner d'une politique de libéralisation.

Section III : L'industrialisation tournée vers l'exportation

A partir de 1980, le Président Ratsiraka commence à souligner la nécessité d'augmenter la production agricole afin d'éliminer les importations. Il annonce aussi une politique d'exportation à outrance. La politique industrielle à partir de 1982 vise surtout à valoriser les matières premières locales et la relance des exportations. D'autre part, le déséquilibre extérieur résultant du financement de ces grands investissements a conduit le gouvernement à reformuler l'accumulation des devises comme l'un des objectifs de la politique industrielle durant les six années qui suivent le début de la libéralisation. L'industrialisation tournée vers l'exportation, d'après la théorie dans le chapitre premier ne peut pas s'échapper de la politique de libéralisation.

La politique de libéralisation entreprise au début des années 90 a été reprise et intensifiée à partir de 1995 : libéralisation des prix intérieurs, vaste programme de privatisations ou de liquidation d'entreprises publiques, libéralisation des taux d'intérêt, flottement du change, etc. Cette politique se traduit aujourd'hui par des avancées notables pour la pratique des affaires. La liberté des mouvements de biens, de personnes et de capitaux apporte souplesse et réactivité dans la gestion, mais surtout une plus grande sécurité des initiatives entreprises. La baisse sensible du coût du fret maritime (de près de moitié en l'espace de trois à quatre ans) et aérien, du fait de la libéralisation progressive du ciel aérien malgache et de l'arrivée de nouvelles compagnies, réduit le coût des produits importés et accroît la compétitivité des biens exportés. L'assouplissement de

la procédure d'obtention de visas pour les étrangers, adoptée en février 1997, la libéralisation des transferts à l'étranger des opérations courantes (dividendes, revenus de biens meubles ou immeubles, royalties, redevances ; en revanche, les rapatriements d'actifs nécessitent encore une autorisation, qui devrait être bientôt supprimée) et la liberté également (loi 96/015) pour toute personne physique ou morale d'investir à Madagascar sans condition d'agrément (hormis dans certains secteurs spécifiques) conforte la sécurité juridique des affaires. Le meilleur fonctionnement des télécommunications, suite à la libéralisation du secteur organisée par la loi de janvier 1997, facilite les échanges et la circulation des informations entre Tananarive et les autres villes du pays, et en premier lieu avec Tamatave et son port. La modernisation du droit des affaires clarifie les statuts, sécuriser les investissements et les financements. Enfin les procédures de désengagement de l'Etat des entreprises du secteur public sont précisées dans le cadre de la loi 98/014 qui modifie certaines dispositions de la loi 96/011 relative à ce sujet. Cette nouvelle loi décrit dans le détail les différentes procédures de privatisation et stipule la création d'un Comité de privatisation chargé de la supervision et de la coordination du programme de désengagement. Ici, la privatisation est perçue comme une sorte de mesure prise pour le développement du secteur industriel car si des entreprises ne sont pas des entreprises privées, elles ne peuvent pas jouir de la faveur de la libéralisation.

Ainsi, la privatisation des entreprises publiques était devenue un axe stratégique de la politique économique du gouvernement malgache, et une des conditionnalités affichés par les bailleurs de fond en contre partie de leurs concours financiers. Le DCPE (Document Cadre de Politique Economique) a servi de cadre au déblocage du crédit d'ajustement structurel (CAS en 1997). Celui-ci incluait une liste de 45 entreprises publiques à privatiser (y compris l'industrie JIRAMA) , à côté des deux banques encore sous la tutelle de l'Etat (BTM et BFV). Face à la lenteur du processus, aucune privatisation d'importance n'ayant été enregistrée au cours des années 96 ; 97 et 98, mis à part celle de la BFV fin 1998. La banque mondiale a décidé de revoir ses ambitions à la baisse, en conditionnant l'accès au CAS II à la privatisation effective des trois principales entreprises publiques non bancaires (SOLIMA, Air Madagascar, TELMA), ainsi qu'à celle de la BTM.

Bref, l'historique de la politique industrielle à Madagascar montre que l'économie du pays, à travers ses différentes politiques en faveur du secteur industriel, est passée d'une économie fermée à une économie plus ouverte à l'extérieur. On a vu que les raisons sont multiples. C'est pour cela que les actions privilégiées de nos jours pour favoriser le développement du secteur industriel sont des actions intégrées dans la sphère de l'économie mondiale. Ce qui nous emmène dans le chapitre suivant.

Chapitre III : Les grandes lignes de la politique industrielle de nos jours.

Les objectifs de la politique industrielle est ici le développement du secteur privé et l'intégration progressive de Madagascar dans la sphère de l'économie mondiale par l'intensification des échanges de produits industriels entre les pays partenaires. Les traits caractéristiques de la politique industrielle de nos jours c'est l'émergence des différentes institutions comme instruments dans la réalisation des initiatives de développement. Traitons d'abord les initiatives de la politique industrielle de nos jours ensuite les moyens opérationnels.

Section I : Les initiatives de la politique industrielle de nos jours

Les initiatives de la politique industrielle de nos jours concernent la politique de promotion des affaires et des investissements industriels, la croissance équitable entre les industries de grande, de moyenne et de petite taille, la politique industrielle conduisant à l'intégration de Madagascar dans l'économie mondiale et le choix des filières à privilégier. Allons voir dans un premier lieu, la politique de promotion des affaires et des investissements industriels.

I.1 Politique de promotion des affaires et des investissements industriels

La République de Madagascar souhaite attirer les investisseurs et faire du secteur privé le moteur principal du développement de son économie. Le Gouvernement a défini parmi ses priorités la poursuite d'une forte croissance économique basée sur le développement d'un secteur privé fort et concurrentiel. Au niveau du secteur industriel, il s'agit d'instaurer un cadre incitatif à la réalisation d'investissements dans ce secteur sans privilégier une catégorie d'investisseurs en particulier, qu'il s'agisse d'investisseurs nationaux ou étrangers, déjà établis à Madagascar ou souhaitant s'y établir. Aussi, il faut simplifier un grand nombre de procédures administratives afin de transformer l'environnement des affaires à Madagascar, de renforcer la compétitivité des entreprises industrielles installées à Madagascar et de permettre l'accès au foncier d'entreprise pour les sociétés de droit malgache, qu'elles soient ou non contrôlées par des intérêts étrangers. Pour se faire, le Gouvernement a initié un projet de loi intitulé Loi sur les Investissements à

Madagascar. Ce projet de loi propose, sous certaines conditions de faciliter l'acquisition de biens fonciers par les étrangers et d'accorder un visa spécial investisseur (visa autorisant à son détenteur le plein droit à résider et à travailler légalement à Madagascar durant 3 ans). Le but de cette nouvelle loi est d'adapter et de dynamiser rapidement le tissu économique local industriel pour qu'il soit en convergence avec un contexte économique international particulièrement concurrentiel. En plus, Madagascar se doit d'être constamment en accord avec les grandes tendances mondiales afin de pouvoir attirer avec efficacité les capitaux nécessaires pour créer des emplois et permettre au pays de devenir une économie émergente.

Sur le plan de la fiscalité, le Gouvernement pense qu'avant d'envisager de mettre en avant un système d'incitations, un pays doit avoir mis en place un régime général d'imposition moderne et modéré qui favorise l'investissement sous toutes ses formes. Rien ne l'empêchera, par la suite, de considérer les cas précis où les incitations sélectives pourraient être justifiées. C'est dans cet esprit que le Gouvernement est en train de procéder à la refonte du système fiscal et douanier pour le rendre plus simple, plus efficace et plus juste. Avec l'appui du FMI et de la Banque Mondiale, une analyse complète du code fiscal a été faite, avec la participation du secteur privé et de la société civile. La réforme fiscale et douanière qui est en train de s'opérer serait de nature à réduire sensiblement la part de la recette fiscale dans les caisses de l'Etat, mais il est confiant que les mesures de formalisation iront se renforcer pour élargir l'assiette fiscale. La simplification et la stabilité de la fiscalité est également un moyen d'encourager les opérateurs industriels à investir et s'insère dans ce cas, dans l'amélioration de l'environnement des affaires à Madagascar. Le régime de zone franche actuellement en vigueur a toujours été cité comme une réussite en matière d'incitation à l'investissement. Après avoir agit sur l'investissement industriel, la politique industriel vise aussi une croissance équitable entre les industries selon le critère de taille.

I.2 Croissance équitable entre les industries de grande, de moyenne et de petite taille

Trois types d'entreprises dans le secteur secondaire coexistent à Madagascar. A l'une des extrémités du spectre (strate A) se trouvent un certain nombre d'industries modernes, nationales ou étrangères, viables, qui offrent des emplois fixes à temps plein à la main-d'œuvre qualifiée et

ont des liens avec les marchés mondiaux: ce sont les Zone Franche Industrielles (ZFI). A l'autre extrémité du spectre (strate C) se trouvent une multitude de micro et petites entreprises (MPE), parfois à la limite du formel, qui emploient la plus grande partie de la main-d'œuvre non qualifiée, souvent sous forme d'emplois occasionnels: ces MPE ciblent le marché intérieur en produisant des biens accessibles aux pauvres. Entre ces deux types d'activités se trouvent une fine strate composée d'entreprises nationales de taille plutôt moyenne qui peuvent, dans une certaine mesure, avoir des activités à vocation exportatrice (strate B).

Pour qu'il y ait une croissance équitable, il s'agit de faire avancer les trois secteurs à la fois. A Madagascar, à l'exclusion de la ZF, le tissu industriel malgache reste fragile. Les entreprises desservant le marché intérieur sont confrontées à des contraintes très sévères. Leurs équipements de production sont souvent obsolètes, en raison du manque de stimulants à l'investissement. Elles sont confrontées à des problèmes de compétitivité. Par conséquent, une action énergique en faveur des PMI et des entreprises artisanales doit être consentie si on veut que la croissance soit équitable entre les industries de grande, de moyenne et de petite taille.

Depuis 2002, le Gouvernement a mis en œuvre une politique de développement des Petites et moyennes industries à travers les Chambres de commerce et des métiers. En ce qui concerne l'artisanat, les espaces de promotion de l'artisanat ont été renforcés; des programmes de formation ont été organisés.

1.3 La politique industrielle conduisant à l'intégration de Madagascar à l'économie mondiale

Il s'agit pour le gouvernement de développer les branches du secteur industriel qui auront plus de chance d'être compétitives au niveau international. Avant l'intégration de Madagascar à l'économie mondiale est largement pilotée par des secteurs facilement transférables, tels que l'habillement, dont la compétitivité internationale risque d'être mise en péril par la restructuration actuelle des réseaux de production internationaux.

Ainsi des changements se sont observés dans les échanges internationaux au cours de ces dernières années. Un de ces changements réside dans l'émergence d'une nouvelle forme de partage de la production. Les firmes multinationales (intégrées verticalement à des réseaux

stratifiés d'entreprises indépendantes reliées par des transactions de marché) sont devenues les pilotes de l'intégration de Madagascar à l'économie mondiale. En effet, elles contrôlent des actifs clés comme la technologie, le concept ou la marque, les entreprises pilotes (multinationales, acheteurs ou détaillants d'envergure mondiale) peuvent coordonner et maîtriser des systèmes de production complexes à l'échelle de la planète, sans pour autant les détenir directement. Les processus de production sont de plus en plus interconnectés le long de la chaîne de valeur mondiale (CVM) qui s'étend sur plusieurs pays. Ainsi, chacun se spécialise dans une phase de la production. Les améliorations apportées par l'information et les technologies de communication, conjuguées à la recherche de sites moins coûteux, d'une logistique de meilleure qualité, d'un accès préférentiel aux marchés et de moyens de contourner les barrières commerciales, sont à l'origine de cette fragmentation géographique du processus de production. La mise en relation avec des partenaires étrangers crée, pour les producteurs des pays en développement, des possibilités d'échapper aux limitations locales, car elle leur offre un accès à des marchés éloignés, à un savoir-faire et à une éventuelle modernisation industrielle.

Des politiques de soutien adéquates (restructuration et mise à niveau industrielle, développement des infrastructures technologiques, ...) sont nécessaires si l'on veut que les entreprises à vocation exportatrice puissent poursuivre leur modernisation industrielle et pénétrer des marchés d'exportation avec des produits à plus forte valeur ajoutée. Outre la nécessité de mettre en place un environnement macro-économique stable et d'améliorer l'environnement des affaires, le Gouvernement se doit de prendre les devants pour favoriser ce renforcement des capacités et la formation d'interdépendances. Ces interventions, dont il faut soigneusement évaluer le coût et la faisabilité, doivent être conçues et mises en œuvre en étroite coopération avec le secteur privé. Ce n'est que grâce à une collaboration stratégique bien structurée entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile que l'on parvient à mettre en exergue les domaines d'action prioritaires, identifier les incohérences éventuelles et légitimer l'intervention de l'Etat.

Fort de cette conviction, le Gouvernement a lancé petit à petit des débats nationaux pour rechercher, dans la situation qui prévaut, les meilleurs moyens d'intervenir en faveur du

renforcement des capacités des entreprises à s'intégrer avec succès aux CVM et trouver, par là même, la stratégie la plus adaptée pour pénétrer les marchés d'exportation avec des produits à plus forte valeur ajoutée.

I.4 Choix des filières industrielles à privilégier

Dans la stratégie nationale de développement, le Gouvernement a placé la plus grande priorité sur des politiques qui contribuent au développement des pôles de croissance et au renforcement de la capacité d'exportation de ces derniers. Au niveau du secteur industriel, ce sont les zones franches industrielles et les industries minières qui ont fait l'objet d'une attention particulière. Le projet Pôles Intégrés de Croissance (PIC) a été rapidement mise en place, dans le but d'accélérer le développement économique national. Ce projet soutient l'émergence des pôles pour tirer le meilleur parti des régions à fort potentiel de croissance. En même temps, il stimule le partenariat public-privé pour développer les activités stratégiques des pôles. Les initiatives projetées dans le cadre du projet PIC comprennent, entre autres, l'implantation de zones franches industrielles dans l'axe Antananarivo-Antsirabe, et l'exploitation minière à Tolagnaro. Le Gouvernement supportera les projets d'exploitation minière en cours, les suscitera à entrer rapidement dans la phase de production en respectant ses communautés et son environnement. Il déclenchera sa potentialité dans l'industrie extractive en attirant plus d'explorateurs et en favorisant ses patrimoines naturels.

Plusieurs autres activités sont prévues dans chacun des pôles pour venir en appui au secteur priorisé (il s'agit du développement industriel dans le cas du pôle Antananarivo-Antsirabe), en particulier la mise en place et la réhabilitation d'infrastructures urbaines et portuaires. En ce qui concerne le réseau de transport, la construction et réhabilitation de routes ont constitué, depuis 2002, la majeure partie des activités. Des progrès ont été notés concernant les voies ferrées, les ports et aéroports, mais les activités se sont également limitées à la réhabilitation des infrastructures existantes. Le Gouvernement entend désormais s'assurer que la planification à long terme des infrastructures soit mise en lien direct avec le développement des régions clés à forte potentialité de croissance économique. L'enjeu n'est pas uniquement de construire de nouvelles routes, mais également de maintenir en bon état celles qui existent déjà.

A part ces deux pôles de croissance, le gouvernement oriente aussi ses actions dans la

filière énergie, et l'industrie légère d'exportation. L'assurance d'un approvisionnement d'énergie adéquat, à cout abordable et compétitif constitue la principale préoccupation du gouvernement en matière énergétique. Le bon fonctionnement des différentes unités industrielles dépend largement de l'énergie. Elle englobe l'électricité et les produits pétroliers. Au niveau de l'industrie légère d'exportation, il s'agit surtout de promouvoir la compétitivité à l'exportation d'un certain nombre d'industries légères, dans des secteurs tels que les vêtements, chaussures, montres, jouets, articles de sports, etc....

Bref, de nos jours, le gouvernement, au sein de la politique industrielle, essaye de promouvoir l'investissement industriel par l'instauration d'un cadre incitatif à la réalisation de ces investissements ; d'équilibrer la croissance entre les différentes branches du secteur industriel par le renforcement des petites et moyennes industries ; de conduire les branches du secteur industriel à l'intégration dans l'économie par l'émergence des firmes multinationales. Ces initiatives de développement du secteur industriel se sont réalisées grâce à des différents moyens. On va les détailler dans la section suivante.

Section II : Les moyens opérationnelles

Il existe plusieurs instruments utilisés par le gouvernement dans la réalisation de ses initiatives de développement du secteur industriel. Ces instruments se présentent sous forme des institutions à savoir le Conseil pour le Développement Economique de Madagascar (EDBM), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUUDI), les Centres Régionaux de Développement Industriel et Commercial (CERDIC) et les universités.

II. 1 Le Conseil pour le Développement Economique de Madagascar (EDBM)

Le Conseil pour le Développement Economique de Madagascar (EDBM), institué par le décret du 31 mai 2006 en tant qu'instrument de politique économique et industrielle de l'Etat, sert en même temps de structure pour la promotion des investissements. A ce titre, il prend le relais de deux anciennes structures du second Projet de Développement du Secteur Privé (PDSP-2), à savoir le Comité d'Appui au Pilotage de la Relance de l'Entreprise (CAPE) et le Guichet

Unique des Investissements et de Développement des Entreprises (GUIDE). Il est effectif depuis le 1er janvier 2007 après la mise en place de son Conseil d'administration. Il est opérationnel sous financement de la Banque Mondiale à hauteur de 7 millions USD pour les trois premières années d'activités. Au-delà de cette entité gouvernementale, il s'autofinancera par le biais d'autres sources de financement.

Il a plusieurs les caractéristiques. Il accomplit le rôle d'interface entre le secteur privé et le secteur public, qui a été joué par le CAPE, est désormais repris en partie par le Conseil, en partie par le ministère en charge du secteur privé. A la différence du GUIDE qui était une structure administrative regroupant les représentants des administrations existantes, le Conseil a pour mission de promouvoir Madagascar à l'étranger comme destination favorable aux investissements, d'accompagner les projets d'investissement le plus en amont possible, et de faire des propositions pour l'amélioration du climat des affaires. A ce stade, le Conseil vise plus particulièrement six filières d'action privilégiées : le tourisme, l'agri business, l'industrie légère d'exportation, les mines, les infrastructures, et les technologies de l'information. Le Conseil est administré par, quatre représentants des administrations (Le Ministre en charge de l'Economie, du Plan, du Secteur Privé et du Commerce; le Ministre en charge des Finances et du Budget; le Ministre en charge de l'Agriculture; et le Ministre en charge de la Décentralisation et Aménagement du Territoire), quatre représentants du secteur privé; et un représentant de la Présidence de la République.

Il est composé de trois départements. Le département «Promotion et Relations Publiques», exerce trois missions principales. Il définit l'image de Madagascar (ce département engagera aussi des actions de relations publiques à l'international en participant et en organisant des manifestations pour attirer les investissements), organise la veille stratégique et s'occupe du marketing opérationnel. Le département «Facilitations et Services», a une double mission d'accompagner et aider l'investisseur tout au long de la construction de son projet au niveau du secteur industriel, et de proposer et mettre en œuvre des améliorations sur les procédures susceptibles de freiner les investissements. Enfin, il y a aussi un département administratif.

Il convient de noter que le département Facilitation s'occupe surtout de la simplification des procédures et agit comme un «Guichet Unique». Au sein de ce département, il y a le Front

Office qui est en contact direct avec les investisseurs et le Back Office qui travaille surtout avec les ministères concernés pour l'octroi des permis, visas et licences. Le département Promotion s'occupe, quant à lui, du marketing de Madagascar comme une destination pour les investissements. Ainsi structurées, les activités de promotion sont complètement dégagées de l'administration centrale de l'industrie. Ceci doit donner au Conseil une souplesse de fonctionnement et une qualité de service que l'administration est généralement mal placée pour fournir. Dans le but de simplifier les démarches, le Conseil dispose d'une délégation de pouvoir des ministères pour octroyer les autorisations et les agréments. Afin de suivre les réalisations de l'entité, des indicateurs de performance avec des objectifs annuels sur trois ans seraient mis en place.

Enfin, le Conseil est encore responsable pour lancer et suivre des études sur quatre projets de développement. Il s'agit de procéder au lancement d'une Banque de Développement, de poursuivre le développement des zones industrielles et des zones franches afin de tirer profit de l'avantage compétitif de Madagascar en matière de coût de la main-d'œuvre; de favoriser le développement des PME/PMI pour utiliser de façon intensive la main-d'œuvre en surplus; et de promouvoir le développement de la micro-finance (par l'entremise d'institutions financières) pour accélérer le développement des PME/PMI.

II.2 L'Organisation des Nations Unis pour le Développement Industriel (ONUDI) et les Centres Régionaux de Développement Industriel et Commercial (CERDIC)

L'ONUDI contribue, en premier lieu dans le système de Métrologie, Normalisation, Essai et contrôle de la Qualité (MNEQ). Il serait souhaitable que cette institution de MNEQ satisfasse au moins 60 à 75% des besoins des entreprises dans ce domaine. L'instauration d'un système national de métrologie, de normalisation, d'essai et de contrôle de la qualité est un travail d'envergure, et les actions à mener concernent aussi bien la mise en place du système national de certification que la création de laboratoires d'analyse, après identification des produits industriels existants ou en prévision et un choix judicieux du matériel de laboratoire.

En effet, à Madagascar, les exportations traditionnelles représentent une grande partie de son commerce international de Madagascar. Le manque de conformité à la qualité et aux normes

requis au niveau international demeure un des principaux facteurs limitant l'expansion des exportations. Par ailleurs, la concurrence, notamment dans les industries textiles et vestimentaires, a pris aujourd'hui des formes nouvelles qui atténuent quelque peu l'importance de l'avantage de bas salaires. Ce même type de considération s'applique aux industries agro-alimentaires où les facteurs critiques sont la fiabilité de la chaîne à froid et la rapidité de la logistique et du contrôle de qualité.

En second lieu, l'ONUDI prend en charge la restructuration et la mise à niveau industrielle. En effet, Dans le souci d'éviter que le processus de libéralisation ne produise, à présent ou à terme, des effets pervers, voire même une désindustrialisation comme ce fut le cas dans certains pays, qui n'ont pas pu mettre en œuvre à temps les mesures de sauvegarde et d'accompagnement nécessaires, il est urgent et indispensable que le Gouvernement discute, arrête avec les représentants du secteur privé et met en œuvre, pendant une période transitoire, un certain nombre de mesures appropriées d'accompagnement et d'aide. Il faut aussi que toute entreprise industrielle, disposant d'une valeur ajoutée réelle, accepte de faire des efforts d'adaptation indispensable et s'engage dans un programme de mise à niveau et d'amélioration continue. Ceci est dans le but d'atteindre et conserver le niveau minimal de compétitivité requis au plan international. Les mesures d'accompagnement doivent être limitées dans le temps et ne doivent pas chercher à garantir aux entreprises telle ou telle marge bénéficiaire, ni telle ou telle part de marché car dans certains cas, les subventions retardent les ajustements et l'innovation au lieu de les promouvoir.

D'un côté, les CERDIC sont créés dans le but de déclencher la dynamique entrepreneuriale de la population (notamment en milieu rural), il y a lieu de considérer la mise en place des services d'extension (vulgarisation) industrielle. Ces Centres seront naturellement renforcés pour servir d'encadrement aux PME/MPE. Ils fonctionneront comme une agence de développement sans pouvoir exécutif pour des contrôles réglementaires dans aucune sphère d'activité industrielle. La fonction d'interface peut être efficacement assumée par les CERDIC. En effet, pour promouvoir les services d'extension industrielle à grande échelle, il y a lieu de considérer un support institutionnel efficace pour fournir des informations sur les sources de technologies et identifier et négocier les transferts de technologie pour des entreprises/promoteurs

qui veulent se lancer dans de nouvelles activités. Ce support institutionnel peut éventuellement prendre la forme d'une structure d'interface pour favoriser l'introduction de technologies adaptées au contexte de la PME/PMI malgache.

II.3 Les universités

Les rapports de l'ONUDI sur le développement industriel ont souligné qu'il était important de renforcer la compétitivité grâce à l'innovation et à l'apprentissage. Dans un système d'innovation industrielle idéal, les universités produisent de nouveaux savoirs qui sont mis en pratique par des laboratoires et exploités commercialement par des entreprises dynamiques.

En effet, le savoir est une source et l'innovation, une force. Il est impératif d'innover pour libérer tout le potentiel de développement de Madagascar. Afin de définir un projet national de renforcement du système d'innovation industrielle à Madagascar, il est recommandé de réaliser une étude-diagnostic sur l'envergure et l'efficacité du système d'innovation industrielle existant, afin d'énoncer les grands principes d'une politique de science & technologie (S&T) favorisant un développement industriel durable. Ensuite, il faut optimiser l'utilisation de données dont on dispose sur les S&T et la R&D(recherche et développement), afin de définir les actions à mener pour saisir les possibilités qui se présentent; créer des instituts technologiques de niveau mondial, y compris en travaillant en réseau avec des universités étrangères; créer un environnement favorable aux entreprises, qui incite à recourir aux S&T pour dynamiser la croissance; promouvoir un régime d'IDE favorable aux partenariats commerciaux, qui encourage un transfert plus efficace des technologies en renforçant les capacités d'adaptation nécessaires pour acquérir ces technologies, les assimiler, les adopter et les ajuster aux besoins locaux; créer un climat social qui valorise ceux qui détiennent un savoir-faire scientifique ; encourager les scientifiques à publier leurs travaux de recherche et enfin soutenir les initiatives qui concernent les innovations locales.

A titre de remarque, le Gouvernement examine pour l'instant les moyens pour accroître de façon sensible l'accès au crédit aux opérateurs privés. L'une des suggestions avancées consiste à lever une taxe sur les excès de liquidités dormantes dans les banques. D'autres mesures, qui consistent à inciter les banques à accroître le crédit aux secteurs ruraux en les obligeant à ouvrir

un certain nombre de succursales rurales pour chaque succursale ouverte en zone métropolitaine, sont aussi également à l'étude.

En guise de conclusion pour la première partie, les différentes théories ont montrés que le développement d'un pays doit d'abord passer par l'industrialisation et certaines d'entre elles avancent tout de suite les stratégies de développement à base d'industrialisation (stratégie de croissance équilibrée, stratégie de croissance déséquilibrée, l'industrialisation par substitution aux importations et l'industrialisation tournée vers l'exportation). C'est à travers ces théories qu'est née la politique industrielle qui est définie comme l'ensemble des mesures prise par le gouvernement pour favoriser le développement du secteur industriel. Au début, Madagascar s'était efforcé dans l'import substitution. Ensuite, on a avancé une politique d'investissement à outrance dans le secteur industriel qui, se heurtant à des difficultés de financement, s'est transformé en une politique d'ajustement structurel. Cette situation emmène le gouvernement à adopter l'industrialisation tournée vers l'exportation et de nos jours les initiatives privilégiées dans le cadre de la politique industriel sont de plus en plus intégrées dans l'économie mondiale et favorise l'émergence de certaines institutions. Maintenant on va voir l'impact de ces différentes politiques industrielles sur le secteur industriel et sur l'ensemble de l'économie pour pouvoir commenter ses contributions dans le processus de développement de Madagascar.

**PARTIE II: Impacts de la politique industrielle de Madagascar sur
le secteur industriel et sur l'ensemble de l'économie**

Pour pouvoir mieux mesurer les effets de la politique industrielle, il faut d'abord les mesurer à partir des agrégats au niveau du secteur industriel. C'est par la suite qu'on peut comparer la contribution du dit secteur avec celle des autres secteurs pour évaluer les impacts de la politique industrielle au niveau de l'économie toute entière. On va voir d'abord les effets de la politique industrielle sur le secteur industriel.

Chapitre I : Les effets de la politique sur le secteur industriel

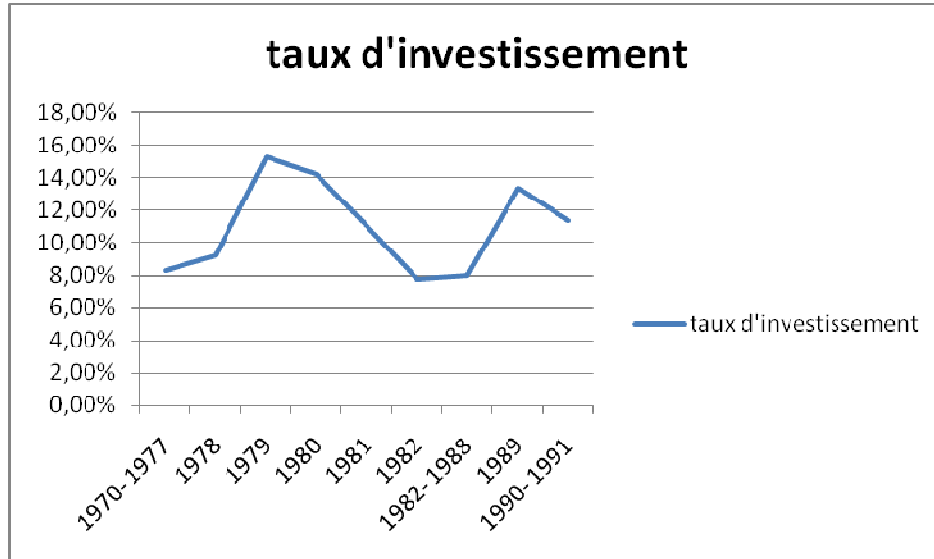
Pour mesurer ces effets, il faut agir d'abord sur l'investissement du secteur industriel, ensuite sur le financement de ces investissements, après sur la production et la valeur ajoutée, puis sur les emplois industriels et leurs rémunérations et enfin sur le commerce extérieur des industries malgaches. Les zones franches industrielles constituera une analyse à part.

Section I : L'investissement du secteur industriel

L'évolution du taux d'investissement est l'indicateur utilisé pour mesurer l'impact de la politique de l'investissement à Madagascar. Il faut préciser que le taux d'investissements de l'économie est le rapport de l'investissement aux richesses produites c'est-à-dire **FBCF / PIB**, avec FBCF = Valeur des biens durables, acquis par les unités productrices résidentes afin d'être utilisés pendant 1 an au moins dans le processus de production (Capital fixe acquis, terrains, actifs incorporels compris) et PIB = production intérieure brut. Ici, il s'agit d'une analyse comparative dans les temps à commencer dans les années 70.

La politique d'investissement à outrance en 1978 constitue un fait marquant touchant l'investissement industriel à Madagascar. Le graphique suivant montre l'évolution de ce taux depuis l'année 1970 :

Graphique 1 : évolution du taux d'investissement à Madagascar



Source : FMI et calcul MADIO

Ce qui est marquant dans cette évolution c'est la forte augmentation du taux d'investissement en 1979. Si le taux d'investissement de l'économie est environ 8,3% de 1970 - 77, il passe à 9,22% en 1978 et atteint 15,3% en 1979. La politique d'investissement pendant cette période est inefficace à cause de la diminution progressive de ce taux jusqu'à en arriver de 1982 à 1988 à 8%. Une des raisons qui peuvent être évoquées à cette situation est le problème de financement. En effet, l'épargne intérieure brute a financé seulement 17,9% de l'investissement durant cette période (voir section suivante). Le recours de Madagascar au financement extérieur a explosé la dette extérieure et par la suite la chute de l'investissement. La décision du gouvernement d'arrêter tout nouvel investissement explique la stabilité de ce taux entre ces années. Après les stratégies industrielles de 1982 à 1990 le taux d'investissement n'a connu une hausse qu'à partir de l'année 1989, ce taux arrive à 13,5% en 1989 puis a connu une diminution jusqu'en 1991, soit à un niveau de 11,5%.

De 1994 à 1997, pendant la poursuite continue de la libéralisation, on constate une augmentation au niveau du taux d'investissement. En effet, les investissements réalisés par les

sociétés et quasi-sociétés industrielles représentent en moyenne environ 24% de leur valeur ajoutée et 40% de leur excédent brut d'exploitation Quant au taux d'accumulation, calculé par le rapport des investissements sur les immobilisations corporelles, il est de 15% en moyenne.

Tableau 1 : Taux d'investissements et d'accumulation des sociétés industrielles de Madagascar de 1994 à 1997

	1994	1995	1996	1997
Taux d'investissement (INV/VA)	23%	19%	26%	23%
Taux d'accumulation (INV/K)	16%	18%	14%	14%

Sources : données des enquêtes MADIO – INSTAT (Madagascar)

Avec le processus de la libéralisation l'augmentation du taux d'investissement s'observe surtout en faveur des grandes entreprises jusqu'en 2004. C'est ce qu'indique le tableau suivant :

Tableau 2 : Taux d'investissement selon le type d'entreprise

	Taux d'investissement			
	1998	2004	2006	2007
Grandes sociétés	25%	159%	14,7%	19,7%
PME/PMI	8%	21%		
Micro entreprises		13,5%		

Source EAI98 et enquête entreprise 2005-INSTAT

Dans les années 1998 et 2004, les investissements se trouvent en faveur des grandes sociétés. Ce phénomène peut s'expliquer par le fait que les PME et les PMI ont des difficultés d'accès au financement. Cette situation est à commenter en profondeur dans la section suivante. Mais globalement, on peut dire donc que la politique de libéralisation est favorable au niveau de la promotion des investissements industriels car toute au long des différentes périodes de sa mise en œuvre, les investissements connaissent toujours une évolution.

Si les investissements évoluent au cours du temps, la question qui se pose est : par quel moyen finance t – on ces investissements ? De toute manière, les mesures prises au niveau du financement de ces investissements pour toute politique demeurent inefficients. Ce qui nous amène dans la section suivante.

Section II : Le financement des investissements industriels

Pendant la période de la politique d'investissement à outrance, le financement de l'investissement industriel prévu était celui par l'augmentation de l'épargne domestique. Pourtant, Madagascar n'a pas réussi à mobiliser les ressources d'investissement, qu'elles soient internes ou externes. De fait, l'épargne domestique et le taux d'investissement ont été relativement faibles. La faiblesse du taux d'investissement a été déjà abordée auparavant donc le tableau suivant présente le taux d'épargne intérieur brut entre 1970 et 1984

Tableau 3 : Taux d'épargne intérieur brut entre 1970 et 1984

	1970-1979	1979-1984
Taux d'épargne intérieur brut (en pourcentage du PIB)	3,89%	14%
Part d'investissement financé	32%	17,9%

Source FMI 1995

L'épargne intérieure brute sur la période de 1970 à 1979 est en moyenne 3,89% du PIB et finance environ 32% de l'investissement. Pendant la période qui inclut l'investissement à outrance, le taux d'épargne intérieure brute est en moyenne 14% du PIB, mais cela finance seulement près de 17,9% de l'investissement. Malgré cela Madagascar a du recourir au financement extérieur Cette situation a explosé la dette extérieure et marque le début d'une désarticulation de l'économie malgache. Une part importante de l'investissement est financée par des sources privées, principalement françaises, et des prêts étrangers. Le financement prévu qui est celui par l'augmentation de l'épargne domestique n'a pas été une réussite.

Le problème de financement se poursuit toujours même durant la politique de libéralisation. En 1998, le taux de financement bancaire des investissements a été marqué à la baisse, passant de 18% à 15% entre 1996 et 1997. Les banques n'ont donc pas suivi le mouvement d'accélération de l'investissement dans l'industrie. Il semble que les banques répugnent à s'engager au-delà d'un certain volume dans des investissements à long terme. Dans la même période, le taux de base bancaire réel (en moyenne annuelle) étant passé de -24% à +6%.

Il est possible que les entreprises aient cherché à financer amplement leurs investissements sur des ressources internes. La conséquence en est que l'investissement à Madagascar est essentiellement financé sur fonds propres (autour de 80%). Les difficultés de financements et d'accès au crédit affectent 29% des entreprises selon l'enquête annuelle dans l'industrie et 31% de la valeur ajoutée totale du secteur industriel.

Malgré les mesures prises depuis l'année 2005 sur le financement des investissements, on constate jusqu'en 2007 que le système financier malgache est peu profond et n'a pas été efficace pour promouvoir la croissance à large échelle. Il y a une faible monétarisation de l'économie malgache, le crédit au secteur privé est limité, et l'économie reste encore largement orientée sur de l'argent liquide. Tout cela évidemment ne favorise pas la croissance induite par le secteur privé.

Tableau 4 : Statistiques monétaires de Madagascar par rapport aux autres pays plus avancés en 2005

	En % du PIB		En % de la masse monétaire
	Masse monétaire	Crédit au secteur privé	Masse monétaire en circulation
Madagascar	21,6	09,9	27,5
Maurice	85,8	58,2	4,9
Afrique du Sud	71,2	74,1	
Bangladesh	39	28,7	19
Vietnam	82,4	66	12,2

Source: IMF country staff report for the 2007 Article IV Consultation, June 6, 2007

Le crédit au secteur privé en pourcentage du PIB le moins élevé soit 9,9% du PIB en 2005. Selon l'enquête entreprise en 2005 par l'INSTAT, le système financier malgache souffre d'une insuffisance de compétition et d'un faible niveau d'accès au financement à moyen et long terme. Les institutions financières existantes préfèrent se protéger contre les risques, et le coût d'intermédiation financière est élevé. Par conséquent, les besoins en financement du secteur privé

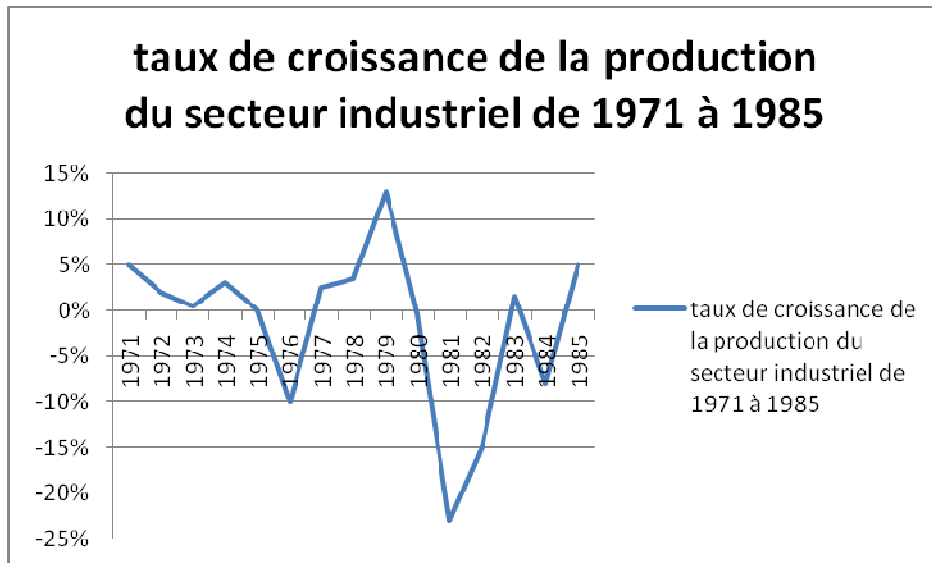
restent en grande partie insatisfaits; même l'accès des PME au financement à court terme reste limité. Plusieurs institutions de micro finance appuient les petites initiatives privées, mais le taux d'emprunt (3% par mois) est très élevé. La masse monétaire en circulation en pourcentage de la masse monétaire par contre est plus élevée que dans d'autre pays soit 27,5% de la masse monétaire. Cette situation peut aggraver le niveau de l'inflation (théorie quantitative de la monnaie d'Irving Fischer)

Le changement du comportement de l'investissement entraîne en général une variation de la production et ensuite de la valeur ajoutée Il est nécessaire d'aborder dans la section suivante les effets de la politique industrielle sur la production et sur la valeur ajoutée.

Section III: La production et la valeur ajoutée du secteur industriel

Comme au niveau de l'investissement, on va pénétrer dans une analyse temporelle à commencer dans les années 70. Avant la période de l'ajustement structurelle, la politique industrielle à Madagascar suivait la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations. Madagascar a d'abord mis l'effort dans la substitution aux importations des biens de consommations et a prévu ensuite la substitution aux importations des biens intermédiaires. Pourtant, en regardant la croissance du secteur industriel, nous remarquons que seulement en 1979 que le volume de production a connu une forte croissance. Il régresse pendant les trois années suivantes marquant la déstabilisation de l'économie malgache et le début de l'ajustement structurel.

Graphique 2 taux de croissance de la production du secteur industriel de 1971 à 1985



Source : FMI et calcul MADIO

La politique de l'investissement à outrance et la pensée « l'agriculture est la base et l'industrie le moteur du développement économique » ont eu des effets pervers sur la production industrielle. La diminution progressive du taux d'investissement vue précédemment a conduit à une chute brusque de la production industrielle jusqu'à en arriver à -23% en 1981. La constance du taux d'investissement pendant la période de 1982 à 1988 a contribué à la relance de la production, ainsi, le taux de croissance de la production a atteint 5% en 1985.

Lorsqu'on a libéralisé le secteur industriel la production industrielle ne cesse d'augmenter depuis 1993 jusqu'en 2007. Les deux tableaux suivants montrent l'évolution de l'indice de la production industrielle durant ces années.

Tableau 5 : Indice de production industrielle de 1993 à 2007(en valeur)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Indice général (base 100 : 1984)	153,6	148,2	152,1	154,2	175,4	177,2	183,7	208,3	224,7
	2003	2004	2005	2006	2007				
Indice général (base 100 : 2001)	103,2	106	120,9	129,9	140,4				

Source : Institut National de la Statistique

La production industrielle s'est accrue d'année en année. Dans le cadre de la libéralisation continue du secteur industriel, le taux de croissance du secteur a connu une hausse moyenne de 6,5%. C'est pendant la période de la privatisation que ce taux est d'autant plus élevé soit 21,2% en 1997 et 24,6% en 2000. Durant la mise en œuvre du MAP en 2007, ce taux s'élève à 10,5%.

L'analyse en termes de valeur ajoutée est nécessaire pour compléter celle de la production. En effet, l'évolution du taux de croissance de la production n'est pas la même que celui de la valeur ajoutée à cause de l'expansion des entités de production qui génèrent parfois des valeurs ajoutées de valeurs différentes. Le tableau suivant montre l'évolution du taux de croissance de la valeur ajoutée depuis la vague programme de privatisation en 1997.

Tableau 6 : Taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur industriel

	1997	2004	2005	2007
Taux de croissance de la VA	29%	6,5%	2,9%	9,8%

Source : INSTAT

Le taux de la valeur ajoutée a atteint 29% en 1997 par contre celui de la production est de l'ordre de 21,2%. Cela veut dire que la croissance de la production est en faveur des branches qui

gènèrent plus de valeur ajoutée durant la vague programme de privatisation. Ce taux a régressé depuis jusqu'à en arriver à 6,5% en 2004 et 2,9% en 2005. Pourtant la production a connu une hausse du taux soit 2,8% en 2004 à 14,9% en 2005. Cette situation peut s'expliquer par la diminution de la productivité totale des entreprises privatisées. En 2007, ce taux a augmenté de 9,8%. Ce taux n'est pas si loin de celui de la production qui est de 10,5%. Les entreprises privatisées sont renforcées pendant cette année. Ce taux a dépassé celui qui a été prévu en sachant que ce dernier est de 5,9%.

De nos jours, 7 filières d'action sont privilégiées : les zones franches industrielles, le secteur minier, le domaine de l'agri business, l'industrie légère d'exportation, le niveau d'infrastructure, le domaine de l'énergie et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Le secteur minier et celui de l'énergie constitue l'objet d'analyse de cette section car leur activités exportatrices n'est pas encore en vue dans les objectifs du gouvernement. L'objectifs généraux de ces secteurs ont été d'abord la croissance de la production. La meilleure indication pour mesurer l'impact de la politique industrielle du MAP au niveau de ces autres filières c'est leur niveau d'exportation.

Tableau 7 : indice de la production du secteur minier(en valeur)

	2003	2004	2005	2006	2007
Indice de la production du secteur minier (base 100 : 2001)	112,3	123,1	150,9	168,1	139,6

Source : Institut National de la Statistique

L'indice de la production du secteur minier est supérieur à 100 de 2003 à 2007, a connu une augmentation jusqu'en 2006 et une diminution en 2007. Ce qui signifie deux choses : la première c'est que la production du secteur minier s'est accrue durant les 5 années par rapport à celle de 2001. Soit 12,3% en 2003, 23,1% en 2004, 50,9% en 2005, 68,1% en 2006 et 39,6% en 2007. La deuxième c'est que cette production a diminuée en 2007 par rapport à 2006 soit un taux de croissance de -30%. Les industries extractives ont été défavorisées par une baisse des cours des produits sur le marché international. L'objectif : économie à forte croissance n'a pas touché le secteur minier.

- Le secteur de l'énergie

Tableau 8 : Indice de la production du secteur énergie (en valeur)

	2003	2004	2005	2006	2007
Indice de la production du secteur énergie (base 100 : 2001)	107	109,2	118,4	122,8	129,5
- Combustibles et carburants	110,8	116,2	93,2	93,2	93,2
- Eau, gaz, électricité	104,2	104,1	137	144,7	156,4

Source : Institut National de la Statistique

En général, chaque année, la production du secteur énergie a tendance à augmenter. Cette tendance s'observe aussi dans les branches d'eau, de gaz et d'électricité mais pour les branches de combustibles et carburants on constate une baisse de la production depuis 2005. Malgré l'accroissement de la production Madagascar fait partie des pays du monde où le taux d'électrification est le plus faible en 2006 : il n'est en moyenne que de 16 %. Ainsi l'augmentation de la production n'est pas significative si on tient compte de l'objectif fixé . Mais cette augmentation peut être aussi conçue comme signe de bonne perspective car ce taux témoigne de progrès importants ces dernières années, puisqu'en 1999 il était inférieur à 10%.

Les valeurs ajoutées qui sont créées dans le secteur industriel se répartit entre les différents acteurs de production pour que la croissance du secteur se répercute au niveau de la population. La rémunération de ces différents acteurs diffère selon la catégorie d'emploi qu'ils détiennent dans le processus de production. Ce qui nous amène à la section suivante.

Section IV: Les emplois industriels et leurs rémunérations.

En résumant ce qui est dit avant, l'augmentation de la production provient de l'investissement et ce dernier est également source de nouvel emploi. Mais l'augmentation de l'emploi n'est pas significative si cette augmentation est en faveur des emplois temporaires ou

des emplois peu qualifiés. Les rémunérations deviennent faibles et ensuite le revenu. La nouvelle théorie de la croissance postule que pour une croissance continue et auto entretenue, la qualité humaine est un facteur endogène dans la croissance. Cette qualité peut être la maîtrise de la technologie, le savoir-faire scientifique, les esprits innovatrices... . Une étude de l'OCDE avance que l'entrée des IDE donne aux pays d'accueil des avantages comme le développement de l'appareil de production, l'introduction de nouvelles compétences et technologies et la création d'emplois. On a vu antérieurement que lorsqu'on a adopté la libéralisation, la politique industrielle a favorisé l'entrée des IDE dans le pays. Le tableau suivant peut mesurer l'impact de cette politique sur l'emploi et sur leur rémunération :

Tableau 9 : Répartition des emplois industrielles et leurs rémunérations

Emploi industrielle				
	1997		2005	
	Nombre d'emploi	%	Nombre d'emploi	%
Emploi permanent	135 210	69,9	187739	60
Cadres	20 210	10,4	8510	2,2
Employés	20 710	10,7	38752	12,5
Ouvriers	90 960	47,7	113584	36,4
Personnels non rémunérés	3 330	1,7	27393	6,9
Emploi temporaire	58 130	30,1	123843	39,6
Employés	3 520	1,8		
Ouvriers	54 610	28,3		
Personnels étrangers (cadres)			1058	0,3
Emploi total	193340	100	312640	100
Rémunération brut annuelle moyenne des emplois industriels (en Ariary)				
	1997		2005	
Cadres	2 818 800		2 422 642	
Employés	985 200		1 112 910	
Ouvriers	795 000		751 954	
Rémunération moyenne (sans étrangers)	1 533 000		1 429 168	
Personnels étrangers (cadres)			4 559 822	

Source : enquête annuelle dans l'industrie EAI98, calcul MADIO, enquête entreprises 2005 INSTAT

La politique de libéralisation en faveur des IDE a des impacts divers sur l'emploi et la rémunération des travailleurs. Certes, l'emploi a augmenté mais celui-ci a été en faveur des emplois temporaires que des emplois permanents. Soit 69,9% des emplois constituent des emplois permanents en 1997 contre 60% en 2005. Par contre, 39,6% des emplois sont des

emplois temporaires en 2005 contre 30,1% en 1997. Cette situation a des effets négatifs sur la rémunération total car les emplois permanents sont bien rémunérés que les emplois temporaires. Ainsi, la rémunération des emplois industriels est de 1 429 168 Ariary en 2005 contre 1 533 000 Ariary en 1997. Cette situation coïncide avec la régression continue de la valeur ajoutée de 1997 à 2005 constatée auparavant. Bref, l'emploi a augmentée mais la rémunération correspondante a diminué. Pour une analyse au niveau des différentes catégories professionnelles, le nombre des employés cadres a diminué ainsi donc que la rémunération correspondant. Les employés étrangers sont en général des cadres. C'est ce qui explique cette diminution car les personnels étrangers ont fait leur apparition dans le secteur industriel soit 0,3% du total de l'emploi. Le nombre des employés et des ouvriers ont augmentés mais toujours en faveur des emplois temporaires. La rémunération des employés a augmenté par contre celui des ouvriers ont diminués. C'est une situation peu favorable car les ouvriers constituent plus de 40% des emplois.

A part ce dilemme entre l'emploi et la rémunération, l'effet de la politique de promotion des IDE sur l'emploi concernant l'émergence des personnels étrangers. C'est surtout au niveau de leurs rémunérations qui est beaucoup plus marquant. Les personnels étrangers ne constituent que 0,3% des emplois en 2005 et ils sont en général des cadres alors que leurs rémunérations dépassent la rémunération moyenne des nationaux y compris des employés et des ouvriers. Soit la rémunération moyenne des nationaux est de 1 429 168 Ariary et celui des étrangers est de 4 559 822 Ariary. On peut dire alors que les étrangers ont tant profité de la libéralisation de l'économie que les nationaux si on se situe au niveau de la rémunération des emplois industriels.

La faiblesse de la demande intérieur constitue, à Madagascar un obstacle majeur d'où la nécessité pour le gouvernement depuis l'ajustement structurel de s'ouvrir à l'extérieur. L'analyse du commerce extérieur à Madagascar permet de mesurer l'impact de cette politique d'ouverture à l'extérieur. Ce qui nous amène à la section suivante.

Section V: le commerce extérieur et les industries malgaches

La politique avant la période de l'ajustement structurel était celle de l'import substitution. La production industrielle locale est la priorité du gouvernement d'où la nécessité de la protection des industries naissantes des importations. On a vu que c'est le déséquilibre extérieur résultant du financement de ces grands investissements qui a conduit le gouvernement à reformuler l'accumulation des devises comme l'un des objectifs de la politique industrielle durant les six années qui suivent le début de la libéralisation. En 1986, la signature du 6ème accord de stand-by marque le début de la libéralisation du commerce extérieur. Ce tableau montre l'effet de cette politique sur le solde de la balance commerciale des entreprises du secteur industrielle en 1997 :

Tableau 10 : L'exportation et l'importation industrielle (en milliards d'Ariary)

	Exportation industrielle	Importation industrielle	Solde commercial
Entreprises exportatrices	299,2	126,8	172,4
Entreprises non exportatrices	0	210,8	-210,8
TOTAL	299,2	337,6	-38,4

Source : enquête annuelle dans l'industrie EAI98 et calcul

Le premier fait marquant dans ce tableau est que le solde commerciale est encore négatif malgré l'objectif du gouvernement d'accumulation des devises. C'est au niveau des entreprises non exportatrices que le problème se pose. En effet, ceux-ci importent des produits de valeur 210,8 milliards d'Ariary ce qui aggravent leur solde commercial. L'exportation des entreprises exportatrices n'a pas pu couvrir la totalité des importations car, en plus de l'importation des entreprises non exportatrices, ces premières ont connu des importations pour une valeur de 126,8 milliards d'Ariary alors que l'exportation totale s'élève à 299,2 milliards d'Ariary. Les entreprises qui n'exportent pas vont être obligés de faire des efforts pour couvrir leurs importations. Tous ce qu'on a vu c'est le début, mais allons voir la suite de la mise en œuvre de la libéralisation du commerce extérieur. Par la suite cette situation n'a pas évoluée car si on exclut les zones franches qui sont en grande partie des entreprises exportatrices, l'aggravation du

déficit de la balance commerciale du secteur industrielle se poursuit en 2004 et en 2005.

Tableau 11 : Solde commerciale réalisée par les entreprises industrielles (hors zones franches et en milliards d'Ariary)

	2004	2005	2007
Solde commercial	-348	-325	-626

Source : INSTAT

Même si on a une légère diminution du déficit commerciale, le solde commerciale est toujours négatif et beaucoup plus pire que la situation de début si on exclu les zones franches. En effet, le déficit de la balance commerciale des entreprises non exportatrices est de -210,8 milliards d'Ariary en 1997 et soit -38,4 milliards d'Ariary si on tient compte des entreprises exportatrices. Depuis l'année 2005, le gouvernement a classé les zones franches parmi les pôles intégrés de croissance. La situation des entreprises franches fera l'objet de dernière section de ce chapitre.

En 2007, le déficit s'est creusé à -626 milliards d'Ariary mais cette situation n'est pas perçue comme mauvaise. En effet, pendant cette année, le secteur minier est la filière d'action privilégiée. Ainsi, ce montant s'explique essentiellement par les importations de grands équipements destinées aux projets miniers dans l'attente d'une vague exportation en 2008 et 2010. Mais face à la crise actuelle, ce projet risque d'être en péril.

Bref, à Madagascar, c'est le niveau des importations qui détériore le solde commercial. En effet, l'exportation, depuis qu'on a libéralisé le commerce extérieur est en grande partie entre les mains des entreprises franches. Ce qui nous amène à étudier en particulier leurs situations car elles sont très significatives dans la réalisation des objectifs de la politique industrielle en faveur de la libéralisation.

Section VI : La situation des entreprises franches

Les atouts des entreprises franches se trouvent surtout au niveau du niveau d'exportation et au niveau des rémunérations de la main d'œuvre salariés. Sans les entreprises franches le niveau des salaires industrielles et le niveau d'exportation ne serait pas à la hauteur. Les données fournis par l'INSTAT justifient cette proposition.

Depuis 2001, Madagascar a maintenu un rythme de croissance annuelle moyenne de l'ordre d 4%. Le secteur secondaire enregistre une tendance baissière pour la période 2001-2005, avec une contribution moyenne annuelle de 12% au PIB. La part du secteur des Entreprises Franches a par contre progressé, tout en restant faible avec un niveau de valeur ajoutée de l'ordre de 1 à 2% environ du PIB contre 10% du reste du secteur industriel et 6% des entreprises d'IDE en 2006.

Malgré le fait que le secteur des entreprises franches ne représente qu'une faible partie de la valeur ajoutée nationale sa contribution en termes d'exportation est prépondérante. En effet, la part du secteur des Entreprises Franches dans la valeur des exportations totales est de 56% et la branche « textile et confection » reste prédominante dans les exportations (70% des exportations du secteur des EF en 2006). L'Europe est la première destination des exportations des Entreprises Franches, suivie par les Etats-Unis en nette régression depuis le démantèlement des accords multifibres en janvier 2005. Par contre, les importations des Entreprises Franches constituent les $\frac{3}{4}$ de l'approvisionnement total du secteur des Entreprises Franches. Cette situation se trouve entre autres à l'origine de la faible intégration du secteur des Entreprises Franches dans l'économie nationale, mettant ainsi en évidence sa position marginale dans la création de la valeur ajoutée nationale. Pour la période 2001-2005, le secteur génère toujours un solde commercial excédentaire, avec un taux de couverture atteignant jusqu'à 157%. Depuis 2004, la Chine est devenue le principal fournisseur des Entreprises Franches malgaches, après avoir relégué au second rang la France.

Les investissements dans le secteur des Entreprises Franches durant les 5 dernières années sont évalués autour de 110 millions de US\$. Ces investissements forment à peu près le tiers des

investissements réalisés à Madagascar durant les 5 dernières années. Les coûts des facteurs à Madagascar sont généralement élevés comparativement à ceux d'autres pays d'Afrique, de l'Asie et de l'Océan Indien qui se situent à proximité de la Grande Ile et possédant un tissu important de zones franches industrielles. Cependant, une très nette amélioration des coûts des télécommunications (téléphone et Internet) est relevée depuis 2004.

En termes d'emploi, le secteur des Entreprises Franches compte 116 000 emplois et la taille moyenne des Entreprises Franches est estimée à 574 salariés en 2006. Le coût horaire de la main-d'œuvre est évalué à US\$ 0,4 et constitue un élément de compétitivité pour Madagascar. Les salaires dans les Entreprises Franches sont généralement au-dessus des barèmes légaux. Le coût horaire de la main-d'œuvre est évalué à US\$ 0,40 dans le secteur des Entreprises Franches contre US\$ 0,282 dans l'ensemble de l'économie ; la masse salariale distribuée par le secteur des Entreprises Franches est évaluée autour de 20% des chiffres d'affaires du secteur contre 8% pour l'ensemble des entreprises formelles dans le pays. Cette situation tend à conforter l'expansion de l'emploi dans le secteur des Entreprises Franches montrant que les Entreprises Franches procurent des emplois mieux rémunérés que dans les autres secteurs modernes et le secteur informel, engendrant ainsi un phénomène de forte mobilité de la main-d'œuvre salariée

Après avoir analysé les effets des différentes politiques sur le secteur industriel (oscillation du taux d'investissement, de la production et de la valeur ajoutée industrielle industriel ; création d'emploi, variation de la rémunération au niveau du secteur industriel ; contribution des industries au niveau de la commerce extérieure) le poids de ce dernier dans l'économie toute entière fera l'objet du second chapitre de l'analyse. Cela permet de mesurer les répercussions de la politique sur l'ensemble de l'économie.

Chapitre II : Les répercussions de la politique sur l'ensemble de l'économie

Il s'agit de voir en premier lieu l'impact de l'évolution du poids du secteur secondaire (industriel) dans le PIB, ensuite les conséquences de la politique industrielle sur la croissance du PIB national et enfin son incidence sur le PIB par tête.

Section I : Effets de l'évolution du poids du secteur secondaire (industriel) dans le PIB

Selon l'INSTAT, le niveau d'industrialisation de l'économie malgache est encore faible. Pendant 30 ans, le poids du secteur secondaire dans le PIB n'a pas pratiquement évolué. Les tentatives de déplacement de l'économie basée sur l'agriculture en faveur de l'industrie n'ont pas encore donné leurs fruits. C'était seulement pendant la période de l'investissement à outrance que la part de l'industrie dans le PIB a retrouvé à peu près son niveau après l'indépendance. Après cette période, la contribution du secteur secondaire a reculé en faveur du secteur primaire et reste stable autour de 13%. Mais après la libéralisation du secteur, sa part dans l'économie ne cesse d'augmenter :

Tableau 12 : poids des secteurs dans le PIB depuis 1997

Année	Part du secteur dans le PIB		
	Primaire	Secondaire	Tertiaire
2007	23,4	14,8	53,7
2006	25,1	14,7	52,4
2005	25,7	14,3	51,4
2004	26,2	14,5	51
2003	26,8	14,1	51,6
2002	29,8	13,6	51,3
2001	25,7	13,5	53,8
2000	31,8	12,9	52,1
1999	27,2	12,2	52,3
1998	28,1	12,5	52,5
1997	29,2	12,4	52

Source : INSTAT/ Direction des synthèses économiques/ juin 2010

Lorsqu'on a libéralisé le secteur industriel, la part du secteur primaire a diminué en faveur du secteur secondaire jusqu'en 2007. En effet, le secteur primaire contribue à 29,2% dans le PIB en 1997 contre 12,4 % pour le secteur secondaire. En 2007, la part du secteur primaire dans le PIB diminue, soit 23,4% tandis que celle du secteur secondaire augmente, soit 14,8%. Mais durant ces 11 dernières années, le secteur qui tient la part la plus importante est le secteur tertiaire soit 52% en moyenne. Cette situation est utile pour l'interprétation de la croissance du PIB.

Section II : Conséquences sur la croissance du PIB national

Le fait que la part du secteur secondaire dans le PIB augmente entraîne la conséquence suivante : les phénomènes qui s'observent dans le dit secteur affectent plus la croissance du PIB que les phénomènes qui s'observent dans les autres secteurs. C'est ce qu'indique le tableau suivant :

Tableau 13 : taux de croissance du PIB de 2002 à 2007

	Unité	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux de croissance du PIB	%	-12,7	9,8	5,3	4,6	5,0	6,3

Source : INSTAT / Direction des Synthèses Economiques

Le taux de croissance du PIB a connu une baisse de 2003 à 2005 mais reprise en 2006 et en 2007. Soit 9,8% en 2003 et diminue progressivement jusqu'à en arriver à 5% en 2006 mais reprise à 6,3% en 2007. Ce phénomène coïncide avec le fait la valeur ajoutée industrielle a aussi diminuée de 2004 à 2005 mais a augmentée en 2007.

L'analyse au niveau du PIB par tête permet d'inclure la population dans la croissance du PIB. L'analyse de cet indicateur fera l'objet de la section suivante.

Section III : Incidence sur le PIB par tête

Le tableau suivant montre l'évolution du PIB par tête de 2002 à 2007 :

Tableau 14 : Evolution du PIB par tête de 2002 à 2007

	Unité	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB par tête	Ariary	382 892	420 212	491 799	592 017	674 202	763 772

Source : INSTAT

La baisse du PIB par tête en 2002 n'a rien d'étonnant car le pays a traversé une crise durant cette année. Par contre pour les quatre années qui suivent, on constate que le PIB par tête de Madagascar ne dépasse même pas le salaire moyen des ouvriers dans le secteur industriel et pour l'année 2007 il est environ égal au salaire des ouvriers. Pourtant le salaire moyen des ouvriers constitue le plus bas des salaires dans le secteur industriel. Ce qui signifie que la rémunération au niveau du secteur industriel ne se répercute pas sur le PIB par tête. Ainsi, la rémunération des autres secteurs mérite une remise en question car le secteur industriel n'est pas

à l'origine de la faiblesse du PIB par tête.

A partir de la constatation de ces effets, soit au niveau du secteur industriel (, soit au niveau de l'économie toute entière, on pourra dégager les limites de la politique industrielle à Madagascar et les recommandations.

Chapitre III : Les limites de la politique industrielle à Madagascar et les recommandations

On pourra avancer des limites au niveau de la politique de privatisation des entreprises industrielles, de la rémunération des emplois industriels, de la participation de ces entreprises à la chaîne de valeur mondiale et enfin au niveau de la mise en œuvre de la politique industrielle actuellement. A part les recommandations déjà avancées dans ces trois sections une recommandation en faveur de la théorie de LEWIS fera l'objet de la dernière section.

Section I : La politique de privatisation

La privatisation de l'industrie de production d'eau et d'électricité (JIRAMA) doit être remise en cause. En effet, toute en étant libéraliser, cette entité économique va adopter le rationalisme ainsi que le maximum de gain. Les industries de production et distribution de gaz et d'électricité sont au nombre de 8 en 2005 mais réalise un taux de valeur ajoutée de 42%. Pourtant l'objectif de la politique du gouvernement dans cette branche se trouve orienté vers le bon fonctionnement des différentes unités industrielles qui dépend largement de l'énergie. Pourtant la situation actuelle montre que le taux d'électrification moyenne est de 16%. En plus cette moyenne cache de profondes disparités entre les villes et les campagnes, puisque l'accès à l'électricité s'élève à 72 % en ville mais seulement à 5 % dans le milieu rural.

Vue l'évolution du taux d'électrification (-de 10% en 1990 jusqu'à 16% en 2006), la perspective pour cette firme peut paraître meilleure. Pourtant le conflit d'intérêt entre la firme et l'Etat peut entraver la réalisation de la politique industrielle à long terme même si ce conflit est indirect (exemple : la protection de l'Etat en faveur de la firme peut constituer pour le JIRAMA comme source de rente mais non pas à but productif).

Section II: Le niveau de la rémunération des emplois industriels

On a vu dans l'analyse des emplois industriels et leurs rémunérations que les étrangers ont tant profité de la libéralisation de l'économie que les nationaux si on se situe au niveau de la rémunération des emplois industriels. Certes les entreprises franches, ont des niveaux de salaires qui dépassent les barèmes légaux même au niveau des ouvriers peu qualifiés mais le fait que la rémunération moyenne des étrangers dépasse largement la rémunération moyenne de l'ensemble de catégories professionnelles dans le secteur industrielle nuit à l'intérêt national.

Le niveau de la rémunération des emplois industriels doit être remis en question dans les prochaines années à venir. Celui-ci devra d'abord se baser sur l'amélioration de la qualification des travailleurs. La politique du gouvernement doit orienter de plus sur l'amélioration des qualités des enseignements pour avoir des hommes de qualités et ensuite bien rémunérés. Les actions dans le MAP se trouvent en faveur des enseignements de base mais il faut que la qualité des enseignements supérieurs aussi soit une préoccupation primordiale pour le gouvernement. La mauvaise situation qui en résulte est surtout la préférence des cadres étrangers plutôt que des cadres nationaux. Une autre aussi est l'inégalité des revenus qui en résulte dans laquelle c'est la masse élevée de la population qui reçoit les revenus plus bas.

Section III: La mise en œuvre de la politique industrielle actuellement

Etant donné les objectifs très ambitieux et à long terme, la réalisation demande beaucoup d'effort et de persévérance. L'instabilité politico économique s'est survenue en 2008 et qui a entraîné des conséquences perverses sur l'économie. Ainsi, il se trouve qu'il y a un blocage au niveau de la continuité des actions qu'exige la politique industrielle. En effet, les conséquences des instabilités macroéconomiques sont diverses et se répercutent directement sur l'activité du secteur industriel. Les consommateurs sont obligés de réduire leurs dépenses en achetant uniquement les produits moins chers. Ce qui contraint les entreprises à baisser le rythme de leurs activités, et celle-ci entraîne logiquement la diminution plus que sensible de leurs chiffres d'affaires. Normalement, certaines usines travaillent 24h / 24h. Mais l'insécurité et le couvre-feu ne leur permettaient pas de fonctionner ainsi. L'instabilité peut aussi avoir des impacts sur la productivité et les coûts de production. Ainsi les bailleurs de fonds peuvent mettre en doute le

remboursement des investissements en machines et matériels à cause de la diminution de la production. Par la suite, des problèmes de trésorerie peuvent naître à cause de l'obligation de remboursement des investissements réalisés et de paiement des matières premières face à la baisse des recettes. En plus, l'importance des facteurs non réglés à la suite des pillages dont sont victimes les plus gros clients des industries accentue le problème de trésorerie. Ainsi, pour les entreprises, aucune visibilité sur les perspectives ne pourrait être envisagée. La politique touchant les investissements devient inutile car la conjoncture impose une attitude de prudence en matière d'investissement (choix, opportunité, coût). Toutefois, les investissements destinés à maintenir et améliorer la qualité des produits sont prioritaires. Au niveau des prix, une forte inquiétude sur la dépréciation de l'Ariary pourrait porter en conséquence sur le prix des intrants importés. Mais les usines s'efforcent de maintenir les prix, en essayant de compenser la perte de marge par une politique orientée vers un accroissement des volumes des ventes.

Section IV : La participation des entreprises industrielles dans la chaîne de valeur mondiale

Cette participation aux CVM n'a rien de facile et ne constitue nullement la garantie d'une modernisation réussie. Souvent, les entreprises des pays en développement n'ont pas les capacités de se conformer aux exigences des entreprises pilotes et restent en bas de la chaîne de valeur. Dans la majorité des cas, elles accomplissent des tâches d'assemblage simples et à faible valeur ajoutée. L'environnement concurrentiel et réglementaire évolue, elle aussi, de façon très sensible. Les entreprises nouvellement arrivées dans une CVM sont confrontées à des fournisseurs plus compétitifs, plus aptes à offrir une large gamme de services qui vont au-delà du simple assemblage. En plus, pour pouvoir entrer dans la plupart des CVM, un producteur doit respecter des normes de qualité, de sécurité, de protection de l'environnement, voire des normes sociales. C'est le caractère de plus en plus strict des normes qui contraint les entreprises industrielles malgaches dans l'entrée dans la CVM.

Dans certains cas, les acheteurs internationaux aident les fournisseurs à obtenir leur certification et à se moderniser. Ces tendances sont particulièrement évidentes dans les secteurs de l'habillement. En même temps, ces acheteurs imposent à leurs fournisseurs des exigences très strictes en termes de flexibilité de la production, de délais, de type de produits et de qualité. Avec

la libéralisation totale des échanges, les acheteurs sont moins incités à recourir à une multitude de fournisseurs et renforcent leurs relations avec les plus performants. Ce qui constitue aussi une contrainte majeure pour les entreprises industrielles malgaches. Parallèlement à ces évolutions inquiétantes, il y a des exemples de diversification et de modernisation industrielle réussies, prouvant par là même qu'il existe encore diverses possibilités de se développer pour les petits fournisseurs. Mais pour saisir ces opportunités, il faut relever divers défis technologiques et managériaux qui dépassent souvent les possibilités des industries malgaches.

Section IV : Recommandation en faveur de la théorie de LEWIS

Vu le salaire attirant des entreprises franches les salariés agricoles peuvent être attirés. D'ailleurs on a constaté que le poids du secteur industriel dans le PIB a augmenté et celui du secteur agricole a diminué au cours de ces dernières années. La situation des salaires au niveau des entreprises franches doit être maintenue et appuyée par d'autres branches du secteur pour en arriver à la concurrence du secteur agricole. La théorie de LEWIS est entrain de débiter à Madagascar si on observe le salaire des entreprises franches mais doit être soutenue par d'autres branches du secteur industriel.

En guise de conclusion pour la deuxième partie, l'effet de la politique industrielle sur l'investissement industriel est considérable mais le problème réside au niveau des moyens de financement. Suite à l'évolution du taux d'investissement, la production et la valeur ajoutée du secteur industriel aussi augmente. Il faut noter que le secteur industriel est plus créateur d'emplois surtout au niveau des zones franches qui sont aussi les principaux acteurs dans la promotion des exportations. Malgré cela, le solde commercial au niveau du secteur est largement négatif car le niveau d'importation des industries non exportatrices est très élevé. Au niveau de l'économie toute entière, l'économie malgache est encore agricole en général. La contribution du secteur industriel au niveau de l'économie nationale est encore faible malgré plusieurs initiatives en politique industrielle. Les problèmes majeurs qui bloquent la réalisation de la politique industrielle à Madagascar résident au niveau de la répartition du revenu et l'exigence d'une continuité des actions pour les initiatives de long terme.

CONCLUSION

La politique d'import substitution pratiquée la première à Madagascar après l'indépendance a fait du pays une économie pré industrielle orientée vers le marché local. Par la suite, le problème de débouché local s'accroît. La politique de l'investissement à outrance durant cette période s'est heurtée à un problème de financement. Ainsi, le recours de Madagascar au financement extérieur a explosé la dette extérieure et par la suite la chute de l'investissement industriel ainsi que la production du secteur.

Durant la mise en œuvre de la politique industrielle dans le cadre de l'ajustement structurel en 1980, la libéralisation du secteur industriel a des effets divers sur les agrégats de l'économie. Le taux d'investissement connaît une augmentation dans le temps sauf pendant la période des crises et il est très élevé durant la mise en œuvre des programmes de privatisation. Pourtant pour le financement de ces investissements, l'économie malgache connaît une faible monétarisation et ainsi le crédit au secteur privé reste limité. La production industrielle s'accroît d'année en année par contre la valeur ajoutée a diminué dans les années 2000 sauf pour l'année 2007. L'importance accordée au secteur minier a diminué le niveau de production du secteur en 2007. Par contre, les importations en faveur de ce secteur ont nettement augmenté dans l'espoir d'une augmentation postérieure de l'exportation. Concernant l'emploi, celui-ci a augmenté par contre la rémunération moyenne a diminué. Néanmoins, la rémunération du secteur industriel est plus meilleure grâce aux salaires des entreprises franches. Mais de toute façon, les étrangers ont tant profité de la libéralisation de l'économie que les nationaux si on se situe au niveau de la rémunération des emplois industriels. Au niveau du commerce extérieur, le solde commercial est toujours déficitaire mais depuis 2004 le déficit a été en faveur des grands projets miniers qui seront des sources de devises importants pour ses exportations prévues.

Ce qui constitue une remarque c'est que les entreprises franches constituent des entités très significatives dans la réalisation des objectifs de la politique industrielle en faveur de la libéralisation. Au niveau de l'ensemble de l'économie, le secteur industriel exerce encore peu d'effet sur le PIB du pays car le poids du secteur dans ce dernier est le plus inférieur par rapport aux autres malgré une légère augmentation. La politique industrielle de Madagascar a toujours

des effets positifs sur la croissance mais le problème réside au niveau de la répartition du revenu et la réalisation des objectifs de long terme. Les industries doit largement contribué dans le développement de leur secteur pour résoudre ce problème. Quelles sont donc les politiques du gouvernement à part la politique industrielle qui sont nécessaires pour équilibrer le niveau de la répartition des revenus malgaches.

ANNEXE 1

- Extraits du Document Cadre de la Politique Economique

Extraits du Document Cadre de la Politique Economique

« Industrie: les actions à mener dans ce sous-secteur visent une augmentation de sa contribution dans la formation du PIB, une amélioration du solde de la balance des paiements et une répartition équitable de la croissance par le développement d'activités productives rendu possible grâce à un environnement sécurisant, incitatif et suffisamment attractif pour les investissements et capitaux nationaux et étrangers à forte valeur ajoutée.

L'accent devra être mis davantage sur la suppression des contraintes majeures aux exportations non traditionnelles et à la compétitivité des produits malgaches sur les marchés internationaux ceci tenant compte du coût concurrentiel et de la capacité de la main d'œuvre malgache comme point de départ pour une stratégie de croissance accélérée. La démarche doit s'orienter concrètement vers la transformation des ressources du secteur primaire en produits semi-transformés ou transformés, compétitifs sur les marchés internationaux et vers la transformation des produits semi-importés en produits plus élaborés destinés essentiellement à l'exportation. Ces options nécessitent en particulier un réajustement des services offerts au secteur privé ainsi que la réforme des politiques et réglementations régissant la concurrence et le droit des affaires. Dans le cadre de la décentralisation des activités économiques et administratives, des actions spécifiques viseront à dynamiser et conforter les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la perspective de générer une croissance économique nécessaire afin d'assurer la création d'emplois durables et la satisfaction des besoins durables de la population. La stratégie consistera à i) créer des plates-formes de concertation entre les entreprises et l'administration publique, ii) favoriser un développement harmonieux des industries pour les marchés d'exportations et des industries pour le marché nationale renforçant la synergie entre les marchés par le fait de faciliter les échanges intersectoriels et les activités de sous-traitance, iii) créer des structures d'appui aux MPME au plan national, au plan régional et au sein des filières à fort potentiel de croissance, iv) diffuser des normes de qualité répondant aux exigences de la clientèle internationale et permettant d'éviter l'importation de produits de faible qualité induisant une concurrence déloyale, v) mettre sur pieds des réseaux d'informations et développer des centres de ressources tant au niveau national que dans les filières et iv) aider l'Etat à devenir initiateur et le garant des règles du jeu (cadre incitatif) dans l'industrie tout en assurant une certaine promotion de la « mentalité industrielle ».

En complément à ces actions, il apparaîtra nécessaire de reconsidérer le cadre juridique et réglementaire pour permettre un meilleur aménagement des zones industrielles par des investisseurs privés et sur des bases tout à fait commerciales. »

Source DCPE 1996-1998

ANNEXE 2

- Programme global de restructuration et de mise à niveau de l'ONUDI

Première composante	Assistance à la conception, mise en œuvre et suivi d'un programme national de restructuration industrielle et de mise à niveau (bénéficiaire, Ministère de l'industrie)
Résultat 1	Formulation et aides à la mise en œuvre d'un programme de restructuration.
Activité 1	Formuler et aide à la mise en œuvre d'un programme de mise à niveau
Activité 2	Identifier le comité de pilotage et de la structure chargée de la mise en œuvre du programme ; identifier d'autres structures et organisation qui constituent l'interface.
Activité 3	Etablir un programme de communication et de sensibilisation.
Activité 4	Former un corps de spécialisation chargés de mettre en œuvre les programmes de restructuration et de mise à niveau.
Résultat 2	Concevoir et formaliser les procédures et le cadre réglementaire.
Activité 1	Formaliser les procédures de mise en œuvre du programme de mise à niveau.
Activité 2	Mettre à jours les textes législatifs ou réglementaires ayant un rapport direct avec la mise à niveau des entreprises.
Résultat 3	Etude et création d'un fond de restructuration et de mise à niveau industriel.
Activité 1	Analyser la situation actuelle en matière de financement d'investissement matériel et immatériel.
Activité 2	Etudier les possibilités et les faisabilités pour la création d'un fond de restructuration et de mise à niveau.
Activité 3	Assister à la création d'un fond et à l'élaboration d'une stratégie de fonctionnement.
Résultat 4	Etude pour la création d'un tableau de bord de mise à niveau.
Activité 1	Préciser les besoins par une enquête auprès des acteurs.
Activité 2	Décrire les dispositions de saisie, de traitement et de restitution des informations ; préciser les conditions techniques ; financières et réglementaires de son fonctionnement.
Activité 3	Valider le projet par le comité de pilotage et la mettre en œuvre.
Deuxième composante	Renforcements de capacité des structures d'appui à l'industrie
Résultat 1	Renforcements de capacité des bureaux d'études et des banques.
Activité 1	Organiser une session de formation sur le diagnostic stratégique et sur le plan de la mise à niveau.
Résultat 2	Renforcement de capacités des organismes de normalisation de certification et d'accréditation.
Activité 1	Evaluer la situation actuelle des infrastructures qualités en termes de ressources matérielles et humaines.
Activité 2	Formuler un programma pour mettre à niveau et renforcer les capacités de structure de normalisation, de certification, de métrologie et d'accréditation.
Activité 3	Assister les structures de normalisation, de certification, de métrologie et d'accréditation à obtenir une reconnaissance internationale.

Résultat 3	Renforcement des capacités des centres techniques.
Activité 1	Evaluer les besoins et les offres des assistances techniques.
Activité 2	Organiser des sessions de formation pour le personnel technique des centres.
Activité 3	Assister à la mise en place de banque de données techniques et commerciales de banque de données techniques et commerciales
Résultat 4	Renforcement du dispositif d'accompagnement du commerce extérieur
Activité 1	Evaluer la situation actuelle du dispositif d'accompagnement et d'incitation à l'exportation et à l'accès au marché international
Activité 2	Formuler un programme d'assistance visant à faciliter le commerce international (Trade Facilitation)
Activité 3	Aider à la mise en œuvre du programme
<hr/>	
Troisième composante	Programme d'appui pour la restructuration et la mise à niveau d'entreprises pilotes choisies parmi les secteurs prioritaires (bénéficiaires : entreprises)
<hr/>	
Résultat 1	Rapport de diagnostic pour la mise à niveau pour chaque entreprise pilote choisie
Activité 1	Diagnostic des produits marchés et du positionnement stratégique
Activité 2	Diagnostic financier
Activité 3	Diagnostic des compétences managériales
Activité 4	Diagnostic des compétences techniques et diagnostic qualité
Activité 5	Formuler un rapport de diagnostic
Résultat 2	Choix de la stratégie de mise à niveau pour chaque entreprise
Activité 1	Etudes des stratégies possibles
Activité 2	Choix d'une stratégie de mise à niveau pour chaque entreprise choisie
Résultat 3	Plan de mise en œuvre
Activité 1	Formuler un plan de mise à niveau bancable
Résultat 4	Assistance directe à la mise en œuvre
Activité 1	Action de formation
Activité 2	Assistance à l'exécution et au suivi des investissements immatériels, y compris : la certification ISO, l'introduction du HACCP, la recherche de partenariat, etc.

Source : «Guide Méthodologique : Restructuration, Mise à Niveau et Compétitivité Industrielle», ONUDI 2002.

BIBLIOGRAPHIES

- LAURE TOURJANSKY – CABART ; « Le développement économique local » ;
Presses universitaires de France ; 1996
- JACQUES BARATIER ; « L'entreprise contre la pauvreté » ;
Autrement frontières paris ; 2005
- HAKIM BEN HAMMOUDA et MOUSTAPHA KASSE ; « le NEPAD et les enjeux du
développement en Afrique » ;
Maisonneuve et Larose ; 2002
- PATRICK ARTUS, ANDRE CARTOPANIS et DIDIER LAUSEL ; « Politiques
économiques, fondements théoriques » ;
Economica ; 1997
- AMADY ALY DIENG ; « le Sénégal à la veille du troisième millénaire » ;
Le harmattan ; 2000
- YVES LACOSTES ; « les pays sous-développés » ;
Presses universitaires de France ; 1965
- THOMAS GUILLAUME ; « l'économie française »
Economica ; 2000
- DENISE FLOUZAT ; « Economie contemporaine » ;
Presses universitaire de France ; 1980
- MAP - Plan d'Action Madagascar 2007-2012 :
Un Plan Audacieux pour le Développement Rapide
(Document officiel du Gouvernement, 2007)
- Rapport sur la situation économique 2007 – 2008 ; INSTAT

Nom : RALEFOMANANA

Prénom : Narindra

Titre : Le rôle de la politique industrielle dans le processus de développement : Cas de Madagascar

Nombre de pages : 65 pages

Tableaux : 14

Figures : 2

Résumé.

Selon les théories, le développement d'un pays doit d'abord passer par l'industrialisation. Ainsi, quatre stratégies de développement sont à base d'industrialisation (la stratégie de croissance équilibrée, la stratégie de croissance déséquilibrée, l'industrialisation par substitution aux importations et l'industrialisation tournée vers l'exportation). Ces tactiques sont la base des choix stratégiques en matière de politique industrielle. Pour le cas de Madagascar, au début, on a pratiqué l'import substitution, ensuite la politique d'investissement à outrance dans le secteur industriel. Après la politique d'ajustement structurelle s'est transformée tout de suite en industrialisation tournée vers l'exportation et enfin de nos jours, les initiatives privilégiées dans le cadre de la politique industriel sont de plus en plus intégrées dans l'économie mondiale. Même si la politique industrielle a des effets positifs et évolutifs au niveau du secteur industriel, elle se répercute peu sur le développement national. Les problèmes résident au niveau de la répartition du revenu et la rupture brusque des actions à long terme à causes des facteurs extérieurs défavorables.

Mots clés : secteur industriel, industrie, industrialisation, modernisation, développement, politique économique, politique de développement, politique industrielle, Etat.

Encadreur : Mr LAZAMANANA Pierre

Adresse de l'auteur : Lot II H 2 G Ampasapito - Iadiambola